

Des instruments financiers innovants pour le FAD-14

Document de travail

Première réunion relative au FAD-14
17-18 mars 2016
Abidjan, Côte d'Ivoire



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Table des matières

Résumé analytique	4
Sigles et abréviations	5
1. Introduction	6
2. Prêts concessionnels des donateurs	7
3. Prêts-relais	11
4. Mécanisme de rachat	13
5. Combinaisons possibles	16
6. Mobiliser des prêts concessionnels auprès des donateurs pour le développement du secteur privé	18
7. Proposition de la Direction aux Plénipotentiaires au titre du FAD-14	21
Équipe technique	21
Annexe 1: Classification- pays du Groupe de la BAD et ressources correspondantes disponibles	22
Annexe 2: Informations sur l'expérience de l'IDA en matière de PCD et son applicabilité au FAD	23
Annexe 3: Le modèle de la CEA	26
Annexe 4 : Demande potentielle de PCD	29
Annexe 5 : Impact des PCD sur la CEA	31
Annexe 6 : Calcul de l'élément don des PCD et différences entre l'IDA et le CAD de l'OCDE	32
Annexe 7: Analyse des forces et des faiblesses des PCD	34
Annexe 8: Règles de hiérarchisation des prêts concessionnels des donateurs (PCD) et des prêts-relais (PR)	38
Annexe 9 : Quel est l'impact du prêt-relais sur la CEA ?	41
Annexe 10 : Calcul de l'élément don des prêts-relais (PR)	42
Annexe 11 : Analyse des forces et des faiblesses des prêts-relais	43
Annexe 12 : Mécanisme de rachat (MdR) – Analyse des points forts et des points faibles	45
Annexe 13 : Mécanisme de rachat – Estimation du financement libéré pour les pays FAD restants	47
Annexe 14 : Impact du MdR sur la CEA	49
Annexe 15 : Quel est l'impact du MdR sur l'exposition au risque de la BAD ?	50
Annexe 16 : Montants dus au cours du FAD-14 pour la compensation de dons relatifs aux dons approuvés lors des FAD-9, FAD-10 et FAD-11	51
Annexe 17 : Comment mettre en place le MdR ?	52
Annexe 18 : Combinaisons potentielles	54
Annexe 19 57	
Résumé des trois options	57
Annexe 20 58	
Impact comparatif des prêts concessionnels des donateurs et des prêts-relais	58

Figures et tableaux

Graphique 1: Ressources FAD provenant de PCD contractés à des taux d'intérêt compris entre 0,5 et 1 %	8
Graphique 2 : Ressources FAD provenant des PCD contractés à des taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %.....	9
Graphique 3: Répartition des ressources du FAD dans l'option d'un prêt-relais d'un milliard d'UC	12
Graphique 4: Répartition des ressources FAD dans le cas d'un MdR.....	14
Graphique 5: Combinaisons possibles des PCD, des PR et du MdR.....	16
Graphique 6: Mécanisme de la CEA.....	26
Graphique 7 : Évolution historique de la CEA.....	27
Graphique 8: Projection de l'enveloppe de ressources totale avec un crédit-relais de 1 milliard d'UC	41
Graphique 9: Courbe de rendement du droit de tirage spécial (DTS)	42
Tableau 1: Modèle de PCD de l'IDA et son applicabilité au FAD	24
Tableau 2: Contributions sous forme de prêts concessionnels à l'IDA-17	25
Tableau 3: Projections des allocations pays par catégorie de crédit au titre du FAD-13, du FAD-14 et du FAD-15.....	29
Tableau 6: Illustration de l'ordre de priorité à la première étape selon les parts de fardeau de base au titre du FAD-14.....	38
Tableau 7 : Illustration de l'ordre de priorité fondée sur l'additionnalité à la deuxième étape	39
Tableau 8: Impact d'un prêt-relais sur la CEA.....	41
Tableau 9 : Éléments don pour les prêts-relais	42
Tableau 11: MdR – niveau de compensation	47
Tableau 12: Impact estimé sur la CEA pendant le FAD-14 (en millions d'UC)	49
Tableau 13 : Impact du mécanisme de rachat sur les principaux ratios prudentiels	50
Graphique 10 : Mise en place d'un MdR avec une compensation fournie grâce à une réserve	52
Tableau 14 : Impacts comparatifs des PCD et des PR.....	58

Résumé analytique

Lors de la reconstitution des ressources du FAD-13, les plénipotentiaires ont demandé la mise sur pied d'un groupe de travail chargé de concevoir des approches financières innovantes pour le FAD-14. Ce groupe de travail s'est réuni quatre fois et ses conclusions ont été examinées durant la revue à mi-parcours du FAD-13 en novembre 2015. A l'occasion de la revue à mi-parcours, les plénipotentiaires ont demandé à la direction de procéder à une analyse plus poussée des trois instruments innovants présentés :

- **Les prêts concessionnels des donateurs (PCD)** : le FAD contracte des emprunts auprès des pays donateurs à des conditions concessionnelles pour améliorer sa capacité d'engagement dans les pays bénéficiaires ;
- **les prêts-relais** : il s'agit d'un prêt concessionnel des donateurs consenti pour améliorer le niveau général de liquidité du Fonds et engager par anticipation les futures recettes générées en interne ; un prêt-relais n'accroît pas l'enveloppe FAD pendant la durée de vie du FAD ; le surcroît de CEA généré durant le FAD-14 profitera à l'ensemble des pays FAD éligibles, notamment ceux en situation de fragilité ; et
- **le mécanisme de rachat (MdR)** : les PMR éligibles empruntent auprès de la BAD l'équivalent de leur allocation basée sur la performance (ABP) ; des ressources supplémentaires sous forme de dons sont ensuite mises à disposition par le FAD à titre de compensation de la différence entre les conditions de prêt du FAD et de la BAD ; le MdR dégage des ressources pour les pays FAD restants ; le MdR s'appliquerait aux pays en voie de reclassement, à financement mixte et aux pays FAD « feu vert » ; les pays connaissant une situation de fragilité sont exclus.

Selon les estimations, le FAD-14 peut mobiliser entre 458 millions d'UC et 1,27 milliard d'UC sous forme de PCD. Dans ce cas, l'enveloppe des ressources serait augmentée de 0,63 milliard à 1,62 milliard d'UC, à condition que les PCD ne se substituent pas aux dons.

Si le FAD-14 obtient un prêt-relais d'un milliard d'UC à un taux d'intérêt pouvant atteindre 1 % maximum, l'enveloppe du FAD-14 augmenterait de 0,83 milliard d'UC. Le montant net des ressources supplémentaires au titre du MdR est estimé à environ 0,63 milliard d'UC durant le FAD-14.

Les trois innovations financières peuvent être combinées. Toutefois, l'impact financier le plus important serait obtenu en combinant un PCD avec un prêt-relais, ce qui accroîtrait l'enveloppe du FAD-14 de 2,2 milliards d'UC.

Le présent document présente les principales conclusions de l'analyse des trois options innovantes examinées par le groupe de travail du FAD et formule certaines recommandations à l'intention des plénipotentiaires.

Sigles et abréviations

ABP	Allocation basée sur la performance
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Capacité d'engagement anticipé
DTS	Droit de tirage spécial
FAD	Fonds africain de développement
FAT	Facilité d'appui à la transition
FSP	Facilité de rehaussement du crédit au secteur privé
GPC	Garantie Partielle de Crédit
GPR	Garantie Partielle de Risque
IDA	Association internationale de développement
MdR	Mécanisme de rachat
OSP	Opérations secteur privé
PCD	Prêt concessionnel des donateurs
PFR	Pays à faible revenu
PR	Prêt-relais
PMR	Pays membre régional
UC	Unité de compte

1. Introduction

- 1.1 À la fin de la reconstitution du FAD-13, les plénipotentiaires ont convenu de créer un groupe de travail du FAD-14 sur les approches financières innovantes. Après quatre réunions tenues en 2014 et 2015, les conclusions du groupe de travail ont été examinées durant la revue à mi-parcours du FAD-13. Trois options innovantes ont été présentées :
- **prêts concessionnels des donateurs (PCD)** : le FAD contracte des prêts auprès des pays donateurs à des conditions concessionnelles pour améliorer sa capacité d'engagement dans les pays bénéficiaires ;
 - **prêt-relais** : les donateurs octroient au FAD un prêt concessionnel pour améliorer le niveau général de liquidité du Fonds et accroître la capacité d'engagement anticipé (CEA) du FAD-14, en concentrant en début de période les futures ressources générées en interne des reconstitutions ultérieures ; et
 - **mécanisme de rachat (MdR)** : le MdR tire parti du bilan de la BAD en permettant aux pays éligibles d'obtenir l'équivalent de leur allocation basée sur la performance auprès du guichet BAD.
- 1.2 Les plénipotentiaires ont invité la direction à effectuer une analyse plus approfondie des trois instruments innovants pour la première réunion de consultation du FAD-14. Ils ont demandé que cette analyse inclue la faisabilité, les avantages et les inconvénients ainsi que les risques fiduciaires des différentes options. Ils ont également demandé que des combinaisons de ces options soient envisagées.
- 1.3 À des fins de comparaison, les simulations ayant guidé le présent document ont été fondées sur les contributions des donateurs pour le FAD-13, c'est-à-dire 3,863 milliards d'UC. En outre, sur la base de la mise à jour des flux de trésorerie du Fonds, le montant révisé du scénario de référence de la capacité d'engagement anticipé (CEA) s'établit, d'après les projections, à 460 millions d'UC, soit 53 % de moins que pour le FAD-13 (976 millions d'UC). La baisse de la CEA tient principalement: (i) au fait que les taux d'intérêt restent faibles, (ii) à l'augmentation du budget des dépenses administratives et (iii) au manque à gagner sur les entrées au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). L'annexe 3 fournit davantage d'informations sur la CEA et son évolution attendue, tandis que le document relatif au cadre de financement du FAD-14 présente une description détaillée de la CEA.
- 1.4 Le présent document se compose de six sections. Après l'introduction, les sections 2, 3 et 4 résument les principes clés des trois instruments innovants, leurs impacts financiers et fournit une analyse des risques. Chaque section recommande les modalités opérationnelles les plus optimales pour le FAD-14. La section 5 décrit les combinaisons possibles des trois instruments et la section 6 présente les recommandations de la direction.

2. Prêts concessionnels des donateurs

Principes directeurs

- 2.1 Les prêts concessionnels des donateurs (PCD) sont des prêts consentis au FAD par un partenaire au développement à un taux d'intérêt nettement inférieur à ceux du marché, pour compléter les ressources sous forme de dons. Ces prêts feraient partie intégrante de des ressources globales du FAD. Les donateurs octroyant les prêts concessionnels seront compensés sur la base de l'élément-don inclus dans leurs prêts au Fonds.
- 2.2 Les principes généraux régissant les PCD sont :
- protection de la composante « don » du FAD (pas d'effet de substitution) ;
 - préservation de la viabilité financière à long terme du FAD ;
 - reconnaissance des donateurs accordant les PCD ; et
 - non-affectation préalable du produit des PCD.
- 2.3 Suivant la recommandation du groupe de travail du FAD, le document s'est inspiré de l'expérience de l'IDA en matière de mise en œuvre des PCD qui ont été intégrés avec succès dans le cadre de financement de l'IDA-17. L'enseignement qui se dégage de la mise en œuvre par l'IDA est que les PCD fonctionnent comme prévu et que tous les paiements sont effectués conformément aux accords. De fait, les PCD ont contribué au succès global de la reconstitution des ressources, permettant à l'IDA de fournir aux pays bénéficiaires un soutien additionnel qui n'aurait pas été possible autrement. Avec certains ajustements, le FAD-14 pourrait se servir du modèle de l'IDA-17, en y intégrant des caractéristiques spécifiques. L'annexe 2 donne une vue d'ensemble du modèle de l'IDA par rapport à la proposition formulée pour le FAD-14.

Impacts financiers potentiels

- 2.4 Du point de vue de la gestion des risques, les PCD doivent être autofinancés. Cela signifie que : (i) le volume de la dette intégré dans le cadre financier du FAD doit être entièrement remboursé au moyen des remboursements des prêts supplémentaires rendus possibles par la dette en question, et (ii) le FAD dispose d'un niveau suffisant de liquidité pour honorer ses obligations financières.
- 2.5 Sur la base de ce postulat, des scénarios ont été élaborés pour tenir évaluer les ressources financières que le FAD pourrait s'attendre à retirer des PCD, en plus des contributions sous forme de don de la part des donateurs. Étant donné que les recettes attendues proviendront de du remboursement des intérêts par les pays emprunteurs, les scénarios dépendent de la limitation du volume total de PCD que le FAD pourra raisonnablement absorber à un des deux montants suivants :
- le total des allocations FAD destinées aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement¹ (c'est-à-dire les pays FAD auxquels s'appliquent un taux d'intérêt de 1 % et une commission de service de 0,75 %), ou
 - le total des allocations des pays cités précédemment auxquelles serait ajoutée l'allocation des pays FAD « feu vert » (auxquels ne s'applique que la commission de service de 0,75 %).
- 2.6 Les taux d'intérêt des PCD constituent donc le facteur clé pour déterminer le volume maximum des PCD que le Fonds peut contracter. Par conséquent, les deux options ci-après représentent les limites maximum et minimum de dettes que le Fonds peut contracter au titre des PCD :
- Si les PCD sont consentis à un taux d'intérêt compris entre 0,5 et 1 %, la taille maximum des PCD équivaudra à l'allocation FAD des pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement, c'est-à-dire 458 millions d'UC.
 - Si les PCD sont consentis à un taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %, la taille maximum des PCD équivaudrait à l'allocation FAD des pays à financement mixte, atypiques et en voie de

¹ Les détails du classement des pays du Groupe de la BAD et des ressources correspondantes disponibles figurent en annexe 1.

reclassement, plus les pays FAD « feu vert », c'est-à-dire 1,27 milliard d'UC.

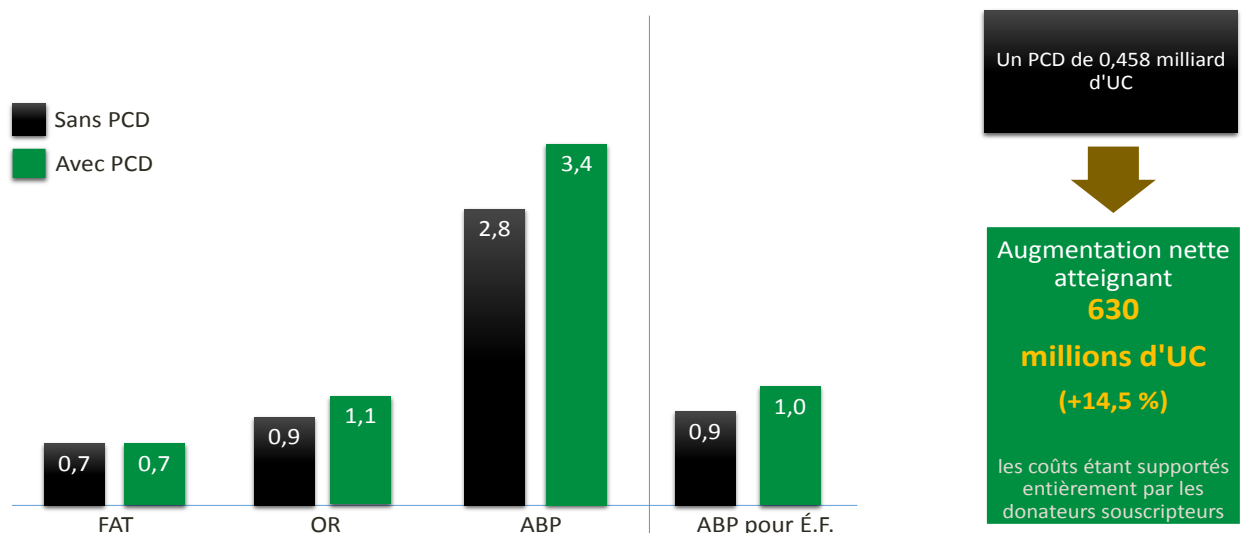
2.7 Étant donné que les PCD seront intégrés dans les ressources globales de la reconstitution, ils seront pris en compte lors du calcul de la CEA (voir annexe 3). Si le profil de remboursement d'un PCD est au moins aussi long que celui des remboursements des prêts FAD, l'impact potentiel sur la CEA se limitera aux flux de trésorerie liés à la marge nette d'intérêt. Néanmoins, le PCD étant censé être encaissé beaucoup plus rapidement que la contribution régulière au FAD, l'augmentation de la CEA pourrait encore être importante. L'impact des PCD dans les deux scénarios envisagés est donc le suivant :

- des PCD à hauteur de 458 millions d'UC auront un impact positif sur la CEA de 172 millions d'UC, en plus de l'augmentation des contributions des donateurs de 458 millions d'UC ; il s'ensuivra une augmentation globale de l'enveloppe des ressources de 630 millions d'UC (+14,5 %)
- des PCD à hauteur de 1,27 milliard d'UC auront un impact positif sur la CEA de 347 millions d'UC, en plus de l'augmentation des contributions des donateurs de 1,27 milliard d'UC, ce qui se traduira par une augmentation globale de l'enveloppe des ressources de 1,62 milliard d'UC (+37 %).

Allocation

- 2.8 Il a été convenu que le produit des PCD sera mis en commun avec les ressources globales du FAD ; il ne fera donc l'objet d'aucune d'affectation spécifique, mais c'est le processus d'allocation basée sur la performance.
- 2.9 L'allocation du produit des PCD aux diverses enveloppes du FAD — Facilité d'appui à la transition (FAT), opérations régionales, allocations basées sur la performance (ABP), ABP pour États fragiles — varierait en fonction du volume des PCD empruntés par le Fonds.
- 2.10 La FAT étant sanctuarisée, son allocation restera inchangée à 0,7 milliard d'UC à condition toutefois que la liste des pays éligibles n'évolue pas. En revanche, les autres enveloppes du FAD augmenteront. Les graphiques ci-après illustrent la répartition des ressources par enveloppe en incluant les PCD.
- 2.11 La figure 1 montre la répartition des ressources d'un PCD contracté à des taux d'intérêt variant entre 0,5 et 1 %, et la figure 2 représente la répartition des ressources tirées de PCD empruntés à des taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %.

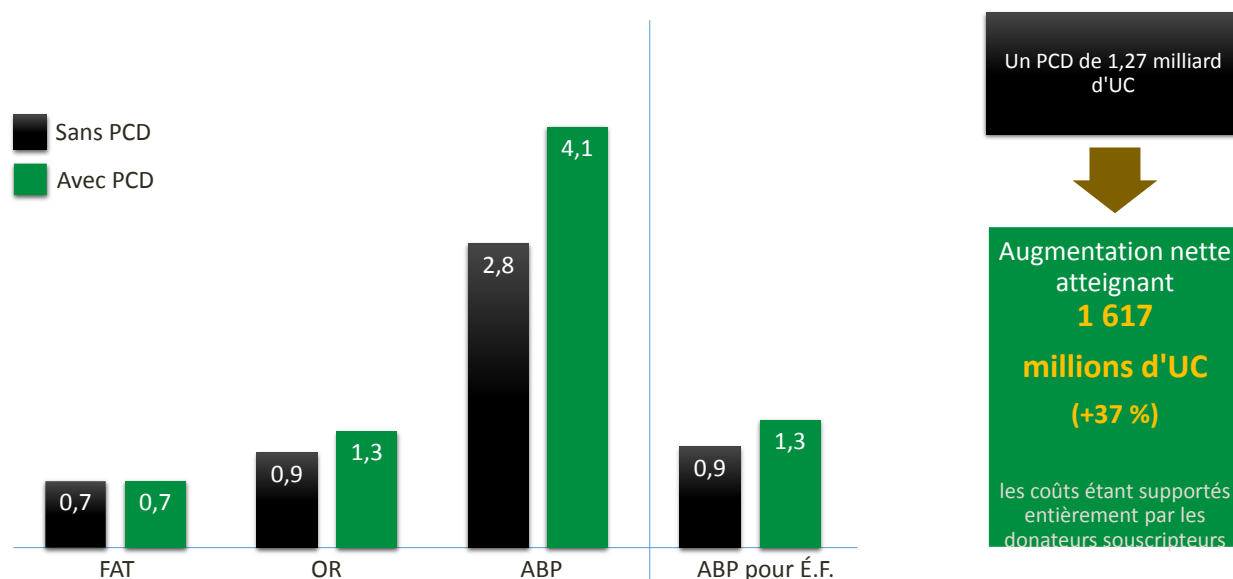
Graphique 1: Ressources FAD provenant de PCD contractés à des taux d'intérêt compris entre 0,5 et 1 %



Les estimations supposent un montant de 4 465,50 millions d'UC de ressources totales nettes disponibles au titre du FAD-14

- 2.12 D'après les analyses, les ressources mobilisées par le biais de PCD assortis de taux d'intérêt compris entre 0,5 et 1 % permettront d'accroître de 14,5% les ressources du FAD-14. Le montant alloué à la FAT restera pour sa part inchangé par rapport ce qu'il était au cours du FAD-13, soit 0,7 milliard d'UC, tandis que les ressources disponibles pour les opérations régionales et l'ABP croîtront de 14 et 17 % respectivement. Nos simulations tendent à indiquer que les ressources devant être allouées selon l'ABP aux pays touchés par la fragilité augmenteront de 11 %.

Graphique 2 : Ressources FAD provenant des PCD contractés à des taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %



Les estimations supposent un montant de 4 465,50 millions d'UC de ressources totales nettes disponibles au titre du FAD-14

- 2.13 Dans le cas de PCD empruntés à un taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %, les ressources mobilisées croîtront significativement par rapport au scénario sans PCD (+37 %). Là encore, l'allocation à la FAT ne changera pas tandis que les ressources disponibles pour les opérations régionales et l'ABP augmenteront considérablement de 44 et 46 % respectivement. Les ressources de l'ABP allouées aux pays en situation de fragilité augmenteront également de 44 %.

Impact des taux d'intérêt des PCD

- 2.14 À des fins de gestion des risques, les PCD nécessiteront un taux d'intérêt compris entre 0 et 1 %, ce dernier montant correspondant au taux d'intérêt assortis aux prêts accordés aux pays à financement mixte. Cela permettrait de faire en sorte que le FAD puisse transférer les coûts d'emprunt aux bénéficiaires, sans recourir aux dons fournis par les donateurs. Cependant, comme le démontrent les simulations ci-dessus, l'impact des taux d'intérêt des PCD est un facteur clé dans la détermination du volume des ressources que le FAD pourrait être en mesure de retirer des PCD. Si le FAD obtient des PCD à des taux d'intérêt variant de 0 à 0,5 %, les ressources supplémentaires (soit 1,617 milliard d'UC) ainsi mobilisées seraient de 156 % plus élevées que si les PCD avaient été empruntés à des taux d'intérêt compris entre 0,5 et 1 %.

Modalités opérationnelles

- 2.15 Lors de la revue à mi-parcours du FAD-13 en novembre 2015, les plénipotentiaires se sont accordés sur certaines caractéristiques générales des PCD, qui peuvent être incluses dans le cadre proposé pour le FAD-14. Les sections ci-après traitent, en particulier, des recommandations de la direction sur les meilleures modalités opérationnelles des PCD destinées à protéger les intérêts du FAD, des pays donateurs et des pays bénéficiaires :

- **Devises.** Étant donné que la devise de référence du FAD est l'UC (équivalent au DTS), le fait de libeller les PCD en UC ou en devises du panier de l'UC atténuerait le risque de change encouru par le FAD en faisant correspondre la devise d'emprunt à la devise opérationnelle du FAD. Il est par conséquent recommandé que les PCD soient libellés en UC ou en devises figurant dans le panier de l'UC, car le FAD pourrait utiliser son cadre existant pour se protéger contre le risque de change, sans générer de charge administrative additionnelle.
- **Détermination de l'élément-don.** Les charges associées aux PCD sont basées sur l'élément-don des PCD. Comme l'explique l'annexe 6, l'élément-don représente la valeur actualisée du bénéfice financier réalisé par le FAD en contractant un PCD. Elle est fonction des conditions des PCD, des conditions des prêts aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement, et du taux d'actualisation servant à déterminer la valeur actualisée nette des bénéfices financiers estimés annuellement. Compte tenu du fait que les PCD doivent être autonomes aux fins de gestion des risques, les caractéristiques clés ci-après seraient adoptées:
 - **Échéance et différé d'amortissement.** Étant donné que l'échéance et le différé d'amortissement des PCD doivent être supérieurs à ceux des prêts financés par le produit des PCD, deux cas sont possibles :
 - ✓ dans l'hypothèse où l'objectif quantitatif pour l'enveloppe maximum de PCD est fixé à 458 millions d'UC (ce qui correspond à l'allocation FAD pour les pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement), les PCD doivent avoir une échéance minimum de 30 ans et un différé d'amortissement d'au moins 5 ans ;
 - ✓ si l'objectif maximum visé pour les PCD est de 1 270 millions d'UC (ce qui correspond à l'allocation FAD pour les pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement, plus les pays FAD « feu vert »), les PCD doivent avoir une échéance minimum de 40 ans et un différé d'amortissement d'au moins 10 ans.

Eu égard au profil des flux de trésorerie du FAD, les échéances de remboursement de l'intérêt et du principal doivent être au moins identiques à celles des prêts FAD aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement, soit 5 ans et 30 ans respectivement. Si les donateurs s'accordent sur un différé d'amortissement et une échéance plus longs pour leurs PCD, ces périodes seraient bien entendu acceptées.

 - **Calendrier de remboursement.** Le calendrier de remboursement visera à correspondre aux conditions de prêt du FAD.
 - **Taux d'intérêt.** Les PCD nécessiteraient un taux d'intérêt en équivalent UC compris entre 0 et 1 %; toutefois, un taux d'intérêt de 0 % est fortement recommandé pour obtenir l'effet multiplicateur susmentionné.- **Taux d'actualisation.** Il est proposé de retenir l'approche du « bénéfice net réalisé » pour calculer le taux d'actualisation, soit la même méthodologie que celle utilisée par l'IDA (voir annexe 6). Le taux d'actualisation serait dès lors équivalent au taux d'intérêt assorti aux prêts FAD aux pays atypiques, à financement mixte et en transition, c'est-à-dire 1,75%².

Risques potentiels et atténuation

Risque de substitution

2.16 Étant donné que le produit des PCD profite à l'ensemble des pays éligibles au FAD, il est nécessaire de veiller à ce que les PCD ne se substituent pas aux contributions sous forme de don. Par conséquent, pour garantir l'additionnalité des PCD, les deux éléments ci-après sont proposés :

- seul l'élément-don d'un PCD sera pris en considération dans la fixation du partage des charges pour la reconstitution ;
- pour chaque donateur au FAD-14, une souscription minimum sous forme de don sera fixée à

² Le coût global pour les emprunteurs comprend aussi une commission de service de 0,75 %.

90 % de ses souscriptions au FAD-13, et l'élément-don de la contribution totale d'un participant effectuant une souscription supplémentaire sous la forme d'un PCD devra au moins correspondre à sa souscription au FAD-13.

Une telle approche sera de nature à inciter les donateurs à augmenter leur contribution globale en utilisant les PCD pour compléter leurs contributions sous la forme de dons.

Risques financiers pour le FAD

2.17 Les principaux risques financiers susceptibles de découler de l'introduction du principe de l'emprunt dans le cadre de financement du FAD seraient le risque de liquidité, le risque de change et le risque de crédit. D'après les analyses, le cadre de gestion actif-passif du Fonds ne sera pas affaibli par la mise en œuvre des PCD. Néanmoins, pour mettre en œuvre les PCD, il sera nécessaire d'apporter des changements mineurs aux directives de gestion actif-passif du FAD, afin de tenir compte en particulier du besoin :

- de réviser la définition de la liquidité éligible du Fonds aux fins du suivi d'une politique de liquidité de manière à pouvoir inclure le produit des PCD ; par conséquent, le niveau minimum prudentiel de liquidité devra également être ajusté pour tenir compte des exigences liées au service de la dette ;
- d'établir une limite d'endettement prudentielle, pour faire en sorte que le Fonds puisse honorer ses obligations au titre du service de la dette en plus de ses obligations de remboursement sans recourir à d'autres contributions des donateurs ; les remboursements des prêts internes doivent suffire pour couvrir les besoins en flux de trésorerie.

Risque de viabilité de la dette pour les pays emprunteurs

2.18 Les PCD ne sont pas censés peser sur la soutenabilité de la dette des pays éligibles au FAD dans la mesure où le système des feux de circulation restera d'application pour la répartition des ressources entre les prêts et les dons sur la base de l'analyse de viabilité de la dette de chaque pays bénéficiaire.

Règle de hiérarchisation des offres de prêts

2.19 Le niveau d'endettement cible du FAD-14 s'établit à environ 2 milliards d'UC. Au cas où les offres de prêts des partenaires dépassent ce niveau cible, un processus de hiérarchisation à deux étapes similaire à celui adopté par l'IDA sera mis en œuvre, de la manière expliquée à l'annexe 8. En outre, un coefficient de priorité pourrait être accordé à l'État participant qui accepte de contracter des prêts aux conditions les plus concessionnelles (c'est-à-dire un taux d'intérêt de 0 % et une échéance de 40 ans). Des informations supplémentaires sur les risques et les avantages des PCD figurent en annexe 7.

3. Prêts-relais

Principes directeurs

3.1 Un prêt-relais a pour objet d'améliorer le niveau général de liquidité du Fonds et d'accroître la CEA en anticipant au cours des deux prochains cycles de reconstitution, lorsque la CEA du Fonds devrait être faible, la mobilisation des futures ressources générées en interne. Le FAD concentrerait en début de période les ressources pour appuyer davantage d'opérations à un stade précoce dans les pays bénéficiaires et rembourserait le prêt à partir du cycle du FAD-16, lorsque les remboursements de prêts reçus par le Fonds sont censés dépasser les décaissements. L'octroi d'un prêt-relais par un donateur sera comptabilisé dans le partage des charges du FAD, sur la base de l'élément-don du prêt. Néanmoins, le prêt-relais ne doit pas être considéré comme faisant partie d'une reconstitution spécifique car il consiste en une injection directe de ressources concessionnelles des donateurs dans le mécanisme de la CEA globale du FAD, en vue de permettre la mobilisation anticipative de futures ressources générées en interne. Il ne se limite donc pas à une reconstitution spécifique.

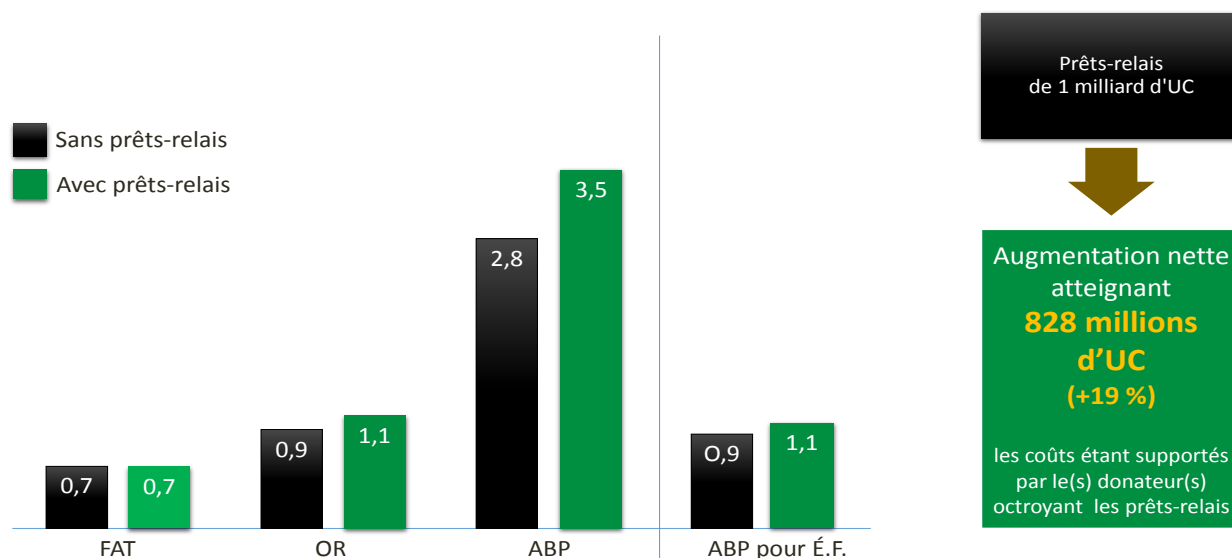
Impacts financiers

- 3.2 Le prêt-relais vise à améliorer le niveau général de liquidité du Fonds tout en lui permettant de stabiliser sa CEA sur plusieurs reconstitutions. La tendance à la baisse de la CEA observée depuis la période du FAD-13 devrait encore s'aggraver durant le FAD-14, en raison de facteurs bien identifiés (voir annexe 3 sur l'évolution de la CEA). Toutefois, la CEA est censée doubler à partir de la période du FAD-16, les remboursements des prêts du Fonds devant augmenter à un rythme plus rapide que les sorties de trésorerie, sous l'effet de la croissance du portefeuille des prêts du Fonds et de la décision prise durant le FAD-13 de durcir les conditions de prêt du FAD.
- 3.3 Le montant d'un milliard d'UC constitue la taille maximum pour les prêts-relais cumulés de manière à stabiliser la CEA sur plusieurs reconstitutions et générer un impact optimal d'environ 0,83 milliard d'UC durant le FAD-14. De plus, il convient de noter qu'un prêt-relais de plus d'un milliard d'UC n'accroîtrait pas davantage la CEA, ce qui rend le dépassement de ce montant moins attrayant pour le FAD. L'annexe 9 donne des détails sur l'impact prévu des prêts-relais sur la CEA.

Allocation

- 3.4 Un des principaux atouts du prêt-relais réside dans le fait qu'en augmentant l'enveloppe totale des ressources du FAD grâce à un accroissement du niveau de la CEA, il profite à l'ensemble des pays éligibles au FAD, notamment ceux affectés par des situations de fragilité. Le produit du prêt-relais sera alloué selon la formule de l'ABP à tous les pays FAD éligibles. En utilisant comme référence les contributions des donateurs au FAD-13, un prêt-relais d'un milliard d'UC augmenterait les ressources du FAD-14 de 19 % (figure 3). L'impact sur la CEA serait de 828 millions d'UC, qui s'inscrirait en supplément de la CEA de référence, soit 460 millions d'UC. Un prêt-relais d'un milliard d'UC porterait donc le montant total de la CEA à 1,3 milliard d'UC. Les enveloppes de l'ABP et des opérations régionales augmenteraient de 22 et 25 % respectivement. Cependant, pour la même raison que dans le cas des PCD, la FAT n'augmenterait pas s'il n'y a pas de modification de la liste des pays qui y sont éligibles.

Graphique 3: Répartition des ressources du FAD dans l'option d'un prêt-relais d'un milliard d'UC



Modalités opérationnelles

- 3.5 L'option privilégiée consiste en l'octroi par plusieurs donateurs ou tierces parties de prêts-relais sous forme d'injections directes dans la CEA de la Banque, qui permettraient la mobilisation anticipée de futures ressources générées en internes.
- 3.6 La section ci-après traite des recommandations formulées par la direction concernant les

meilleures modalités opérationnelles de nature à protéger les intérêts du Groupe de la Banque, des pays donateurs et des pays bénéficiaires.

- **Détermination de l'élément-don.** Comme dans le cas des PCD, les charges associées au prêt-relais sont basées sur son élément-don. Encore une fois, la même méthodologie que celle utilisée par l'IDA (dite « approche du bénéfice net réalisé ») serait appliquée pour calculer l'élément-don du prêt-relais. Il existe toutefois des divergences au niveau des résultats étant donné que le rendement du produit des prêts-relais dépend de la devise de réception du prêt-relais, tandis que le rendement des PCD est fonction des conditions de prêt du FAD. L'annexe 10 donne de plus amples informations sur le calcul de l'élément-don d'un prêt-relais.
 - **Échéance et différé d'amortissement.** Étant donné que la CEA devrait croître à partir du FAD-16, quand le FAD disposera d'un niveau confortable de liquidités lui permettant d'honorer ses obligations, il ne serait pas nécessaire que l'échéance d'un prêt-relais dépasse 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans.
 - **Calendrier de remboursement.** Un calendrier de remboursement serait appliqué avec des paiements annuels.
 - **Taux d'intérêt.** Les prêts-relais nécessiteront un taux d'intérêt qui pourrait varier entre 0 à 1 %, ce dernier étant considéré comme le taux maximum où l'élément-don serait encore attrayant pour les donateurs (voir le tableau 9 de l'annexe 10).
 - **Taux d'actualisation.** Le taux d'actualisation constitue une variable clé pour estimer l'élément-don. Suivant « l'approche du bénéfice net réalisé », le taux d'actualisation correspond au rendement prévu du produit des prêts-relais, qui dépend de la devise dans laquelle il est libellé. Par conséquent, il est proposé d'utiliser la courbe de rendement du DTS (voir la figure 9 de l'annexe 10) pour déterminer le taux d'actualisation. Sur cette base, le taux d'actualisation proposé est établi à 1,75 % pour une échéance moyenne du portefeuille d'investissement de 15 ans.
 - **Devises.** Il est recommandé que les prêts-relais soient libellés en UC ou en une devise du panier de l'UC, car le FAD pourrait utiliser son cadre existant pour se protéger contre le risque de change, sans ajout de charge administrative additionnelle (voir annexe 10).

3.7 Le prêt-relais est un instrument simple à mettre en œuvre ; il ne génèrera ni impact majeur sur le budget administratif, ni incidences juridiques insurmontables. Le Fonds sera tenu de conclure avec le pays (ou l'entité) consentant le prêt-relais un accord écrit dont la forme est jugée acceptable par le Fonds. Il ne faudra créer aucun instrument juridique particulier — comme un fonds fiduciaire ou une facilité spéciale — en dehors des accords contractuels d'usage conclus entre la Banque et les donateurs concernant les modalités de de prêt.

3.8 Il est prévu que le produit des prêts-relais sera alloué selon la formule de l'APB à l'ensemble des pays éligibles au FAD. Par conséquent, le système des « feux de circulation » restera d'application pour déterminer l'éligibilité des pays aux prêts et/ou aux dons sur la base de l'analyse de la viabilité de leur dette. Par conséquent, les prêts-relais ne devraient pas avoir d'incidence négative sur la soutenabilité de la dette des pays éligibles au FAD.

Risques financiers pour le FAD

3.9 Les principaux risques financiers susceptibles de découler de l'introduction du financement par emprunt sous forme de prêts-relais dans le cadre de financement du FAD seraient les mêmes que ceux des PCD, c'est-à-dire le risque de liquidité, le risque de change et le risque de crédit. Compte tenu de la similarité entre les risques des PCD et des prêts-relais, la même analyse des risques effectuée sur la mise en œuvre des PR a conduit aux mêmes conclusions que dans le cas des PCD. Voir le paragraphe 2.17 pour de plus amples informations.

4. Mécanisme de rachat

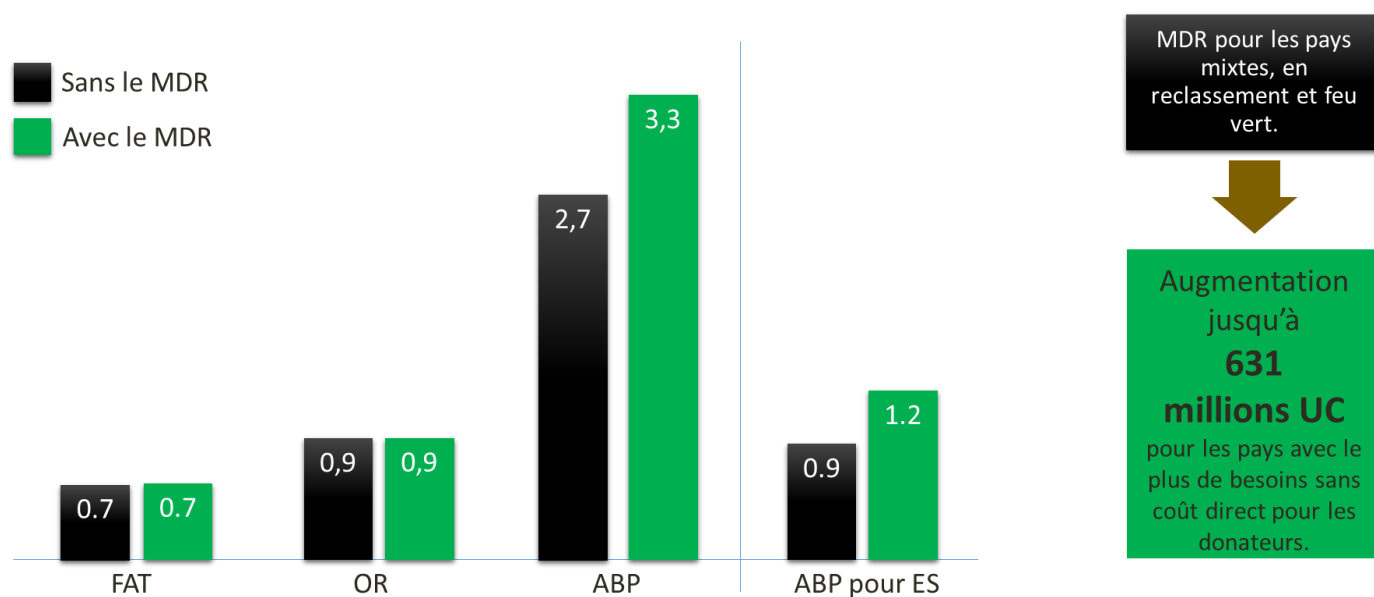
Principe's directeurs

- 4.1 Le MdR proposé réduirait en partie les engagements du FAD envers un ensemble de pays, afin de libérer des ressources pour financer d'autres opérations dans les pays FAD restants. Il tire parti de la politique de crédit de la Banque et de la marge de manœuvre BAD disponible. Il met à profit le bilan de la BAD et comporte deux éléments:
- Les PMR éligibles seraient en mesure d'utiliser leur marge de manœuvre BAD pour emprunter l'équivalent BAD de leur ABP. Des ressources supplémentaires sous forme de don seraient ensuite mises à disposition par le FAD et/ou un tiers désireux de le faire, en guise de compensation de la différence entre les conditions de financement du FAD et de la BAD.
 - Il s'ensuit que certains pays n'utiliseraient plus leurs allocations FAD, ce qui libérerait des ressources pour les pays FAD restants.
- 4.2 Le MdR s'appliquerait aux pays FAD disposant d'une marge de manœuvre BAD suffisante. Pour faire en sorte que l'application expérimentale du MdR dans le cadre du FAD-14 s'effectue sans risque, il est proposé d'appliquer le MdR aux pays FAD les plus avancés (c'est-à-dire les pays en voie de reclassement et ceux à financement mixte) et aux pays FAD « feu vert ». Les pays en situation de fragilité seraient exclus. À compter de janvier 2016, le MdR serait appliqué à 10 pays.

Impacts financiers

- 4.3 Les principaux bénéficiaires du mécanisme seraient les pays FAD restants qui ont d'énormes besoins en termes de financements concessionnels. Le montant brut de ressources supplémentaires dont ils disposent est estimé à environ 648 millions d'UC (voir annexe 13). La CEA enregistrerait une réduction très légère (voir la section ci-après sur les insuffisances). Le montant net des ressources supplémentaires est estimé à environ 631 millions d'UC durant le FAD-143. La barre de l'ABP correspond aux ressources effectivement allouées (en dehors des charges de la Banque), notamment l'effet du MdR.

Graphique 4: Répartition des ressources FAD dans le cas d'un MdR



Les estimations supposent UA 4465.50 millions comme ressources totales nettes disponibles sous FAD-14

6

³ L'impact net du MdR serait de 0,201 milliard d'UC, c'est-à-dire la somme des ressources supplémentaires mises à la disposition des pays FAD restants (0,203 milliard d'UC) moins son impact négatif sur la CEA d'à peu près 0,002 milliard d'UC) en cas d'application du MdR aux pays à financement mixte et en voie de reclassement.

Allocation

- 4.4. Dans les simulations, toutes les ressources libérées sont allouées aux pays FAD restants selon la formule de l'ABP, comme l'illustre la figure 4.
- 4.5. Les pays éligibles qui renoncent à leur allocation FAD auraient effectivement accès à davantage de ressources, car des dons supplémentaires seraient accordés en sus de l'équivalent de l'ABP octroyée par la Banque aux conditions de la BAD⁴.
- 4.6. Pour inciter les pays éligibles auxquels s'applique le mécanisme à renoncer à leur allocation FAD, une proportion des montants libérés pourrait leur être affectée, sous forme d'allocation d'appoint ou d'assistance technique, en sus des dons supplémentaires. Par ailleurs, les directives opérationnelles du FAD pourraient être modifiées pour faire en sorte que les pays qui, autrement, seraient totalement exclus du FAD continuent d'avoir accès à l'enveloppe des opérations régionales et aux instruments similaires.

Insuffisances

- 4.7. Le MdR conduira à une baisse de la CEA durant le FAD-14, en raison de deux effets : un effet « compensation » et un effet « part de don ». En limitant l'utilisation des ressources FAD à certains pays et en obligeant certains emprunteurs à recourir au guichet BAD, les remboursements de prêts au FAD diminueront à l'avenir et la part des dons dans le FAD augmentera. Le MdR entraînera donc une baisse de la CEA à l'avenir, car les hypothèses relatives à la CEA prennent en compte cette baisse des remboursements de prêts à l'avenir. La baisse de la CEA sera plus forte, si les dons fournis aux pays éligibles à titre de compensation proviennent directement du FAD. Dans ce cas, la CEA diminuerait de 17 millions d'UC durant le FAD-14 en cas d'application du mécanisme aux pays à financement mixte et en voie de reclassement ainsi qu'à certains pays FAD « feu vert » (voir annexe 14). La CEA baisserait de 2 millions d'UC durant le FAD-14 si le mécanisme ne s'appliquait qu'aux pays à financement mixte et en voie de reclassement⁵. Dans le cas où la compensation n'est pas fournie par le FAD, la baisse de la CEA durant le FAD-14 sera plus faible.
- 4.8. À court terme, le MdR ne comporterait aucun coût pour les contributeurs du FAD. Cela étant, à mesure que le MdR fera en sorte que les emprunteurs se détournent du FAD au profit de la BAD, la part des ressources libérées servira à appuyer les pays éligibles à des dons. Le montant des dons fournis par le Fonds augmentera. En outre, si les dons mis à la disposition des pays éligibles à titre de compensation proviennent du FAD, le volume des dons du FAD-14 s'accroîtra. Le volume des dons étant utilisé pour calculer le montant consolidé du régime de compensation des dons depuis le FAD-9 (voir annexe 16), plus le montant des dons sera important, plus grande sera la compensation provenant des contributeurs du FAD à l'avenir. La compensation des dons est versée en tranches, en utilisant le profil de remboursement des prêts FAD qui auraient été approuvés au titre de cette reconstitution mais ont plutôt été octroyés comme dons. Il reflète donc le profil de remboursement des prêts approuvés au titre de la reconstitution. Par exemple, les donateurs doivent commencer à reverser au Fonds la compensation pour les prêts consentis durant la première année du FAD-14 (2017) après la fin du différé d'amortissement du profil de remboursement de prêt applicable, c'est-à-dire, en supposant des conditions de prêt types du FAD, en 2028. L'impact sur le régime de compensation des dons sera moindre, si la compensation n'est pas fournie par le FAD.

Modalités opérationnelles

- 4.9 L'annexe 17 décrit les options de mise en œuvre. La direction propose de mettre en œuvre le MdR sur une base expérimentale durant le FAD-14. Mis en œuvre de façon autonome, le MdR s'appliquerait aux pays à financement mixte, en voie de reclassement et FAD « feu vert » qui ne sont pas en situation de fragilité. Des ressources FAD seraient mises de côté pour le mécanisme.

Risques potentiels et atténuation

⁴ Le MdR réduira légèrement la marge de manœuvre BAD de ces pays. Les 10 pays avaient une marge de manœuvre BAD totale de 16,767 millions d'UC en 2015. Le total de l'ABP estimée de ces 10 pays dans le cadre du FAD-14 s'établit à 977 millions d'UC. Par conséquent, il est estimé que l'application du MdR réduirait de 5,8 % la marge de manœuvre BAD de ces pays.

⁵ Cette baisse est atténuée si la compensation FAD est allouée aux conditions types du FAD.

Risques financiers pour la BAD

4.10 Si le MdR est mis en œuvre, les avantages de la diversification du portefeuille de la BAD seraient supérieurs aux risques supplémentaires pris par la Banque (voir annexe 15). Si le MdR s'applique à certains pays FAD « feu vert », la même évaluation des risques que celle figurant dans la politique de crédit en vigueur du Groupe de la Banque sera effectuée pour vérifier la solvabilité des éventuels pays éligibles, afin de protéger la Banque contre le risque supplémentaire pris. Les pays FAD qui ne sont pas alors jugés éligibles au guichet BAD après l'évaluation de solvabilité continueront de recevoir leur ABP du FAD.

Risques de viabilité de la dette pour les pays emprunteurs

4.11 Le mécanisme sera conforme à l'analyse de viabilité de la dette des pays. Les pays éligibles auraient accès à davantage de ressources, car des dons supplémentaires seraient octroyés en sus de l'équivalent de l'ABP fournie par la Banque aux conditions de la BAD. L'ensemble des ressources aura la même valeur de concessionnalité.

5. Combinaisons possibles

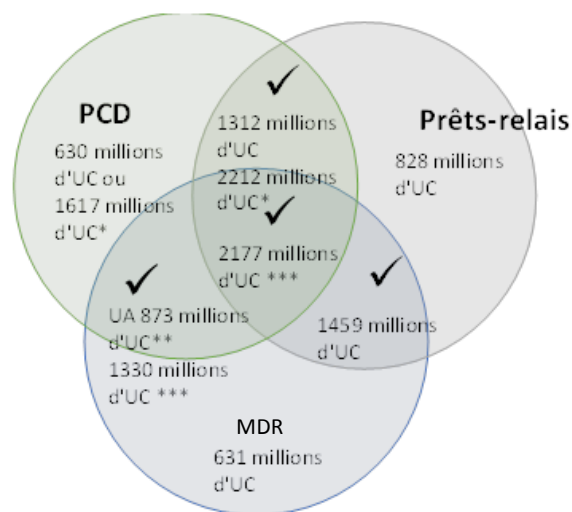
5.1. Cette section présente la faisabilité et l'impact de chaque combinaison. La figure 5 ci-après résume les combinaisons potentielles et leurs impacts financiers respectifs.

Graphique 5: Combinaisons possibles des PCD, des PR et du MdR

* Taux d'intérêts des PCD compris entre 0 et 0,5%

** Application du PCD aux pays atypiques pour son taux d'intérêt, Application du MDR aux pays à financement mixte, envoi de reclassement et « feu vert » non fragile

*** Application du PCD avec un taux d'intérêt de 0 % aux pays et au « feu vert », Application du MDR aux pays à financement mixte et en voie de reclassement



5.2. À des fins de simulation, les hypothèses ci-après ont été utilisées :

- deux variations pour les PCD : une dans laquelle les PCD sont octroyés à un taux d'intérêt variant entre 0 et 0,5 % et une autre où les PCD sont consentis à un taux d'intérêt compris entre 0,5 et 1 % ;
- PR d'un milliard d'UC ;
- deux variations pour le MdR : une dans laquelle le MdR s'applique aux pays à financement mixte et en voie de reclassement ; une autre dans laquelle sont ajoutés les pays « feu vert » non fragiles.

- 5.3. Du point de vue du Groupe de la Banque, il convient aussi de noter que dans le cas du MdR, les pays éligibles qui renoncent à leurs allocations FAD recevront aussi l'équivalent de l'ABP de la BAD (estimée à 977 millions d'UC durant le FAD-14). L'effet positif global du MdR comprend donc environ 1 milliard d'UC en sus du montant libéré de 631 millions d'UC.
- 5.4. La séquence d'exécution du MdR lorsqu'il est combiné avec le PCD et le PR est importante pour l'effet net sur l'enveloppe des ressources. De fait, si la CEA est d'abord ajoutée aux contributions des donateurs et le MdR est ensuite appliqué, davantage de ressources ne seraient libérées que si le MdR n'est appliqué qu'aux contributions des donateurs. Toutefois, le MdR a une incidence négative sur la CEA en raison de l'introduction d'une boucle de rétroaction qui rend difficile cet ordre d'application. Dans un souci de clarté, la direction n'a appliqué le MdR qu'aux contributions des donateurs, ce qui donne le montant plancher des ressources libérées.

PCD et prêts-relais

- 5.5. Les deux options ci-après sont fondées sur les deux scénarios retenus pour les PCD (avec, d'une part, un taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 % et, d'autre part, un taux d'intérêt variant de 0,5 à 1 %) :
- L'option haute serait celle où tous les PCD sont octroyés par les prêteurs à des taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %, et limités à 1,270 milliard d'UC (soit les allocations projetées du FAD-14 pour les pays à financement mixte, atypiques, en voie de reclassement et FAD « feu vert »). Dans cette option, l'impact sur la CEA serait d'environ 0,942 milliard d'UC. Par conséquent, l'impact total de la combinaison des PCD de 1,270 milliard d'UC avec des PR d'un milliard d'UC s'établirait 2,212 milliards d'UC.
 - L'option basse serait celle où tous les PCD sont octroyés par les prêteurs à des taux d'intérêt compris entre 0,5 et 1 %, et limités à 0,458 milliard d'UC, ce qui répond à la somme des allocations projetées du FAD-14 pour les pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement. L'impact cumulé sur la CEA s'établirait à 0,854 milliard d'UC. Par conséquent, l'impact total de la combinaison des PCD et des PR dans cette option se chiffrerait à 1,312 milliard d'UC.

Entre l'option haute et l'option basse, beaucoup d'options peuvent être envisagées en fonction du taux d'intérêt retenu pour les PCD.

- 5.6. Pour atténuer le risque lié au seuil limite d'endettement, une marge de sécurité pourrait être établie, tel qu'expliqué à l'annexe 7.

PR et MdR

- 5.7. Le MdR et les PR peuvent être appliqués simultanément et leurs impacts additionnés. Dans cette combinaison, le MdR s'applique aux pays à financement mixte, en voie de reclassement et FAD « feu vert » non touchés par une situation de fragilité. L'impact total de cette combinaison s'élèverait à 1,459 milliard d'UC — soit la somme de l'impact du MdR (0,648 milliard d'UC) et de l'impact net des deux instruments sur la CEA de 0,811 milliard d'UC (l'impact des prêts-relais de 0,828 milliard d'UC moins l'impact négatif du MdR de 0,017 milliard d'UC).

Les PCD peuvent être combinés au MdR, à certaines conditions précises

- 5.8. Les PCD et le MdR ne peuvent être combinés directement, car pour des raisons prudentielles, il est impossible d'envisager d'appliquer simultanément les deux options à tous les pays FAD éligibles. Les pays des diverses catégories doivent être divisés entre les deux instruments. Pour rendre cette combinaison possible et optimiser son impact, deux options ont été envisagées, dont la plus favorable suppose que les PCD seraient octroyés à un taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %.
- L'option haute serait celle où : i) les PCD sont octroyés aux pays atypiques et « feu vert » à un taux d'intérêt de 0 % ; leur impact potentiel maximum serait de 1,129 milliard d'UC, soit l'allocation projetée du FAD-14 pour les pays atypiques et FAD « feu vert » (1,035 milliard d'UC) plus l'impact positif sur la CEA de 0,094 milliard d'UC ; et ii) le MdR s'applique aux pays à financement mixte et en voie de reclassement. L'impact du MdR se chiffrerait à 0,201 milliard d'UC, c'est-à-dire la somme des ressources supplémentaires mises à la disposition des pays FAD restants (0,203 milliard d'UC) moins son impact négatif sur la CEA d'à peu près 0,002

milliard d'UC). L'impact total de cette combinaison s'élèverait à 1,330 milliard d'UC.

- L'option basse serait celle où : i) les PCD sont octroyés exclusivement aux pays atypiques, à un taux d'intérêt pouvant atteindre 1 % ; leur impact potentiel maximum serait de 0,242 milliard d'UC, soit l'allocation projetée du FAD-14 pour les pays atypiques (0,222 milliard d'UC) plus leur impact positif sur la CEA (0,020 milliard d'UC) ; et ii) le MdR s'applique aux pays à financement mixte, en voie de reclassement, et FAD « feu vert » qui ne sont pas en situation de fragilité. L'impact du MdR se chiffrerait à 0,631 milliard d'UC, c'est-à-dire la somme des ressources supplémentaires mises à la disposition des pays FAD restants (0,648 milliard d'UC) moins son impact négatif sur la CEA d'à peu près 0,017 milliard d'UC. L'impact total de cette combinaison s'élèverait à 0,873 milliard d'UC.

5.9. De toute évidence, dans cette combinaison d'options encore une fois, l'impact global serait maximisé si les donateurs acceptent d'octroyer des PCD à un taux d'intérêt de 0 %.

Les trois instruments peuvent être combinés, à certaines conditions précises

- 5.10. Si diverses simulations ont été effectuées sur la base des différents scénarios de taux d'intérêt appliqués aux PCD et de la ventilation des catégories des pays, seule une option a été retenue ici pour montrer son impact sur les ressources du FAD-14. L'impact combiné des PCD (en supposant qu'ils sont octroyés à un taux d'intérêt de 0 %) et des PR sur la CEA serait le même que dans l'option où ces deux instruments sont combinés, soit 0,942 milliard d'UC. Le MdR s'appliquerait aux pays à financement mixte et en voie de reclassement ; son impact potentiel maximum s'établirait à 0,201 milliard d'UC, c'est-à-dire la somme des ressources supplémentaires mises à disposition (0,203 milliard d'UC) moins son impact négatif sur la CEA (0,002 milliard d'UC). L'impact direct potentiel maximum des PCD s'élèverait à 1,035 milliard d'UC, ce qui correspond à la somme de l'allocation projetée du FAD-14 pour les pays atypiques et FAD « feu vert ». L'impact global de la meilleure combinaison des trois instruments s'élèverait à 2,177 milliards d'UC.
- 5.11. Sur la base des hypothèses utilisées, il y a lieu de noter que la combinaison des trois instruments ne générerait pas nécessairement le montant le plus élevé de ressources supplémentaires pour le FAD-14. A condition bien entendu que les donateurs soient disposés à octroyer des prêts, la combinaison des PCD et des PR est l'option la plus favorable. Cette situation tient au fait que les PCD ont un plus grand impact potentiel lorsqu'ils sont consentis à l'ensemble des pays FAD.

6. Mobiliser des prêts concessionnels auprès des donateurs pour le développement du secteur privé

- 6.1 L'intérêt croissant de certains donateurs pour l'octroi de prêts concessionnels, en plus des ressources habituellement accordées sous forme de dons, pourrait largement contribuer à la transformation des économies FAD. Grâce à ces prêts concessionnels, les pays bénéficiaires pourraient disposer d'enveloppes plus substantielles, mais à des taux concessionnels, au lieu de recourir à des emprunts sur les marchés financiers internationaux à des taux très élevés. De plus, les prêts concessionnels, qui reposent sur le principe de la préservation des fonds propres du capital, épouseraient mieux l'esprit des discussions menées dans les capitales des donateurs au regard de la persistance de leurs difficultés budgétaires.
- 6.2 Jusqu'ici, la Direction a proposé d'absorber les prêts concessionnels des donateurs par le biais de l'enveloppe globale du FAD et d'un prêt relais visant à accélérer la mise en place de la capacité d'engagement anticipé (ACC). Le montant de ce type de prêts au FAD est limité par : i) le nombre de pays auxquels le FAD octroie des prêts, et ii) les niveaux futurs de l'ACC. Néanmoins, il serait possible d'absorber davantage de prêts concessionnels des donateurs pour appuyer les objectifs de transformation du FAD-14 si ces prêts étaient affectés à l'appui des opérations du secteur privé dans les pays FAD. En outre, comme les prêts au secteur privé devraient être accordés sur la base de conditions plus contraignantes, la viabilité du FAD serait mieux préservée à long terme. C'est pourquoi, nous sommes d'avis que les prêts concessionnels à l'appui des opérations du secteur privé sont un scénario gagnant-gagnant qu'il convient de soutenir.
- 6.3 La vision du Groupe de la Banque pour l'Afrique est présentée dans la Stratégie du Groupe de la Banque 2013-2022, à savoir, un continent stable, intégré et prospère, avec des économies compétitives, diversifiées, affichant une croissance durable dotée d'une assiette fiscale élargie et

capable de générer des ressources intérieures pour financer le développement. Conformément à cette vision, le secteur privé est un puissant moteur du bien-être économique et social sur le continent—à travers la création d'emplois de qualité pour une population croissante, en majorité jeune et inquiète ; la création de revenus accrus, et la fourniture d'une gamme élargie de biens et services de qualité à des prix compétitifs. L'un des objectifs majeurs visés par le Groupe de la Banque grâce à la promotion du secteur privé est de contribuer à réaliser une croissance économique solide et inclusive, gage de la transformation économique et du développement durable.

- 6.4 Conformément à la Stratégie du Groupe de la Banque 2013-2022, le FAD a soutenu le développement du secteur privé (PSD), indirectement (notamment, par l'appui budgétaire, l'assistance technique, le financement de l'infrastructure, les investissements dans la valorisation du capital humain et d'autres actions pour améliorer le climat de l'investissement dans les pays FAD) et directement, par le canal des programmes de garantie (voir l'Encadré 1). La mobilisation d'autres ressources auprès de donateurs pour soutenir le développement du secteur privé s'inscrit dans le cadre plus général du financement plus adapté et plus intelligent du développement en vue de réaliser les Objectifs de développement durables (ODD) en Afrique. Les entreprises privées en Afrique – y compris, 70 pour cent des quelque 50 millions de MPME que compte l'Afrique, selon les estimations – sont sérieusement handicapées par l'accès limité au financement à long terme.⁶ Même les grandes entreprises africaines sont régulièrement confrontées à des difficultés de financement.⁷ Ce manque de financement a entraîné un sous-investissement grave, notamment dans les biens d'équipement comme les machines et les installations ainsi que dans la recherche-développement. Cette situation a ensuite alimenté un cercle vicieux se traduisant par de faibles niveaux d'innovation, de productivité, de compétitivité et d'opportunités d'emploi.⁸ L'atonie du secteur privé se traduit aussi par l'incapacité des pays à élargir leur assiette fiscale pour générer des ressources intérieures. Dans ce contexte, bon nombre de jeunes africains s'enfuient vers l'Europe et au-delà, puisque le continent n'offre pas les opportunités qu'ils recherchent. Un secteur privé dynamique est la voie la plus prometteuse pour la création d'emplois en nombre suffisant afin d'offrir de meilleures opportunités à la jeunesse africaine, ce qui la dissuadera de se laisser appâter par l'extrémisme ou la migration vers les économies développées.

Encadré 1 : Initiatives existantes du FAD à l'appui du secteur privé

Lancées dans le cadre du FAD-12, les garanties partielles de risque (GPR) apportent aux prêteurs privés une assurance contre des risques politiques prédéfinis, liés à la défaillance d'un gouvernement ou d'un organisme public dans l'exécution d'obligations spécifiques. Les garanties partielles de crédit (GPC), approuvées dans le cadre du FAD-13, couvrent une partie des remboursements prévus au titre du service de la dette des pays éligibles et des sociétés d'État et, donc, réduisent les coûts d'emprunt. Au titre du FAD-13, le Fonds a également lancé la Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé (FSP) dotée d'un financement initial sous forme de don de 165 millions d'UC, comme instrument de partage des risques, pour permettre à la BAD de soutenir davantage de projets du secteur privé dans les pays à faible revenu (PFR). En dehors de toutes ces initiatives, les ressources du FAD peuvent également être utilisées par les États éligibles comme prises de participation ou rétrocédées à des sociétés d'État ou à des véhicules liés à des partenariats public-privé.

- 6.5 *Principes.* En 2013, les BMD ont élaboré un document d'orientation conjoint sur les principes et les méthodologies d'utilisation des financements concessionnels par le secteur privé.⁹ Une attention

⁶ Voir M. Stampini, R. Leung, S. Diarra et L. Pla. 2013, "How Large is the Private Sector in Africa? Evidence from National Accounts and Labour Markets" *South African Journal of Economics* Vol. 81:1 mars. pp. 140-165; et T. Beck, S. Munzele Maimbo, I. Faye, T. Triki. 2011, *financing Africa, Through the Crisis and Beyond*, Banque africaine de développement. Tunis.

⁷ Ibid.

⁸ Forum économique mondial, Banque mondiale et Banque africaine de développement. 2011. *Le Rapport sur la compétitivité en Afrique 2011*. Forum économique mondial : Genève ; Gebreeyesus, M. 2009. "Innovation and Microenterprises Growth in Ethiopia." UNU-WIDER Research Paper No. 2009/51 ; et Onyeiwu, S. 2011. "Does the Lack of Innovation and Absorptive Capacity Retard Economic Growth in Africa?" UNU-WIDER Working Paper No. 2011/19.

⁹ Voir DFI *Guidance for Using Investment Concessional Finance in Private Sector Operations*, 15 avril 2013 à <http://www.ebrd.com/downloads/news/roundtable.pdf>. La BERD et la SFI ont piloté le document avec des représentants de la Banque africaine de développement, de la Banque interaméricaine de développement et la Banque européenne d'investissement.

particulière a été accordée à l'élément don lorsque des ressources concessionnelles sont octroyées au secteur privé. Les trois principes fondamentaux arrêtés d'un commun accord étaient les suivants : a) incapacité avérée d'obtenir des financements sur les marchés et impossibilité d'y remédier à l'aide de financements non souverains traditionnels IDE, l'élément don étant alors considéré comme un financement additionnel ; b) l'élément don doit apporter une valeur complémentaire au « bien public » qui est réalisé ; c) l'élément don doit être réduit au minimum, tant en volume qu'au fil du temps, pour rendre le projet bancable sans créer de distorsions sur le marché. L'approche conjointe reconnaît en outre que le don ne se matérialise pas nécessairement sous la forme d'un taux d'intérêt plus bas. Il pourrait également se traduire par des rendements plus faibles, un rang moins prioritaire dans les financements autonomes ou, une combinaison de financements concessionnels et non-concessionnels. En outre, ce financement devra être fortement catalyseur, source d'additionnalité et cibler des secteurs particuliers, par exemple, l'énergie renouvelable. Tels sont les principes qui devraient guider toute proposition d'utilisation des ressources du FAD à l'appui des entités du secteur privé. Deux options générales sont envisageables.

- 6.6 Option 1 : Appui direct aux opérations du secteur privé. Les prêts concessionnels des donateurs - outre ce qui est demandé pour appuyer les opérations souveraines - et le prêt relais pourraient être réservés au financement direct des opérations (OSP), conformément aux principes exposés ci-dessus. Ces OSP pourraient avoir de fortes retombées sociales, et malgré leur viabilité commerciale, le retour sur investissement attendu pourrait s'avérer très peu attrayant. En cas de difficulté à obtenir des garanties appropriées pour des entités du secteur privé (voir l'Encadré 2, troisième point), une autre option consisterait à octroyer un prêt à une institution bénéficiant de la garantie souveraine, qui rétrocéderait ensuite les fonds au secteur privé. Enfin, si quelques donateurs sont intéressés, ils pourraient accorder des prêts concessionnels des donateurs pour cofinancer des opérations non-souveraines.

Encadré 2 : Accord portant création du FAD

- Les dispositions de l'Accord portant création du Fonds africain de développement autorisent un engagement anticipé en faveur du secteur privé dans les articles suivants :
- Article 14 : le Fonds n'accorde des financements qu'à des conditions concessionnelles.
- Article 15 (2) : le Fonds octroie des prêts à des entités qui le méritent et dont les sources de financement sont limitées.
- Article 16 (3) : le Fonds exige une ou plusieurs garanties appropriées, gouvernementales ou autres, si l'emprunteur n'est pas un État membre.

- 6.7 Option 2 : Renforcer la Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé (PSF). Les prêts concessionnels des donateurs pourraient être acheminés par le canal de la PSF pour : a) apporter des solutions de financement mixtes et/ou b) renforcer la capacité de participation aux risques de la PSF.

- (a) *Solutions de financement mixte* – Les financements mixtes associent les financements aux conditions du marché aux financements concessionnels, de sorte que le montage financier global peut faire davantage et/ou accepter des rendements financiers moins élevés que les financements conventionnels par les IDE. Les ressources des prêts concessionnels des donateurs permettraient d'utiliser la PSF comme instrument pour fournir ces solutions mixtes, sous forme de garanties ou de prêts. Pour que la PSF serve de plateforme de panachage, il faudrait préserver les relations d'égal à égal qui existent entre la BAD et la PSF.
- (b) *Capacité de participation aux risques* – La capacité de rehaussement de crédit de la PSF est soutenue par la liquidité d'une réserve commune pour couvrir des pertes potentielles. La PSF est conçue pour être autonome à terme, ses revenus provenant des commissions de participation aux risques. Des efforts sont déployés actuellement pour renforcer la PSF par la sensibilisation ciblée de partenaires et d'investisseurs potentiels. On pourrait étudier dans quelles conditions il serait possible d'utiliser les prêts concessionnels des donateurs par le biais de la PSF, pour participer aux risques d'opérations du secteur privé éligibles financées par la BAD et des bailleurs de fonds externes.

- 6.8 À l'avenir, le renforcement de l'assistance du FAD au secteur privé serait un facteur de transformation. Nous voyons là une opportunité exceptionnelle de réaliser cette transformation en mobilisant les prêts concessionnels des donateurs pour soutenir les opérations du secteur privé. La Direction souhaite avoir l'avis des Plénipotentiaires sur cette éventualité. Si les Plénipotentiaires acceptent cette proposition, une analyse et un projet plus élaborés seront distribués avant la deuxième réunion de reconstitution du FAD-14.

7. Proposition de la Direction aux Plénipotentiaires au titre du FAD-14

- 7.1 Dans le cadre financier du FAD-14, la Direction se propose de combiner des prêts concessionnels des donateurs accordés à un taux d'intérêt nul (0 %) à échéance 40 ans assortis d'une période de grâce de 10 ans, avec des prêts relais de 1 milliard d'UC avec un taux d'intérêt maximal de 1 %, à échéance 20 ans, assortis d'une période de grâce de 10 ans. Cela devrait générer 2 milliards d'UC additionnels qui seront injectées dans les ressources globales communes du FAD. Par ailleurs, la Direction souhaiterait avoir l'avis des Plénipotentiaires sur l'utilisation possible des prêts concessionnels des donateurs, en outre des montants demandés pour soutenir les opérations souveraines et le prêt relais, aux fins d'apporter un appui supplémentaire au développement du secteur privé dans les pays FAD.

Équipe technique

Département/Division	Membres du personnel
FRMB1	Gauthier BOURLARD
FRMB1	Agnès SURRY
FFMA1	Nelly DEFO
FFMA1	David LE BRUN
GMRU	Jacques DJOFACK
FTRY1	Ricardo CARVALHEIRA
FTRY4	Richard OFORI-MANTE
COSP	Oscar PITTI RIVERA
GECL	Godfred PENN
FFCO3	Robert PEPRAH
Bureau du VP, ORVP	Solomane KONE

Annexe 1: Classification- pays du Groupe de la BAD et ressources correspondantes disponibles

Niveau de solvabilité pour recevoir les financements de la BAD			
		Non	Oui
Revenu par habitant au-dessus du seuil pendant plus de 2 ans	Non	<u>Pays en-dessous du seuil et non solvables : Pays exclusivement FAD assujettis aux conditions normales/avancées du FAD</u> (Pays de la catégorie A)	<u>Pays en-dessous du seuil et solvables : pays à financement mixte éligibles aux ressources de la BAD et du FAD sous réserve d'un plafond et à des conditions de financement mixtes</u> (Pays de la catégorie B).
	Oui	<u>Pays au-dessus du seuil et non solvables ; pays atypiques non éligibles aux ressources du FAD à des conditions de financement mixtes (Catégorie A)</u>	<u>Pays au-dessus du seuil et solvables : Éligibles uniquement aux ressources de la BAD (Pays de la catégorie C)</u> Exceptionnellement, les <u>pays en voie de reclassement</u> sont éligibles aux ressources du FAD à des conditions de financement mixtes au cours d'une période de transition de 2 à 5 ans

Notes : Tous les pays peuvent emprunter au guichet des opérations non souveraines de la BAD. Les PMR solvables (pays à financement mixte et pays en voie de reclassement) sont éligibles aux ressources de la BAD et du FAD. Les ressources du FAD sont soumises à un plafond et sont fournies à des conditions de financement mixtes. Les pays à financement mixte peuvent obtenir leur allocation basée sur la performance (ABP), qui correspond à 50 % de leur allocation de base. Pour les pays en voie de reclassement vers le statut de pays exclusivement BAD, une période de transition de 2 à 5 ans s'applique (c'est-à-dire que le pays reçoit 100 % de son allocation ABP du FAD au cours de la première année et 50 % de cette allocation à la deuxième année, ou il reçoit 100 % de son allocation ABP du FAD la première année ; 80 % la deuxième année ; 60 % la troisième année ; 40 % la quatrième année et 20 % la cinquième année)¹⁰.

Il existe une disposition, dans le dispositif de transition pour les pays changeant de statut, qui prévoit des mesures incitatives pour l'accélération volontaire du reclassement. Pour encourager le reclassement selon une approche axée sur le pays, des incitations positives sont offertes aux pays concernés qui souhaitent accéder plus rapidement aux ressources de la BAD et à un plus grand volume de ces ressources plutôt qu'aux ressources du FAD. Le reclassement aurait pour effet de libérer des ressources aux fins de plus d'interventions dans d'autres pays FAD. De cette façon, la durée de la période de transition peut même être raccourcie à moins de deux ans. Plus précisément, la période de transition fixée dans le programme de reclassement peut être adaptée pour un accès accéléré aux ressources de la BAD aux conditions du FAD en renonçant aux ressources du FAD suivant un ratio de deux unités de compte (UC) BAD pour chaque unité de compte de ressources FAD sacrifiées. Cette disposition n'a jamais été utilisée par les PMR à ce jour.

¹⁰ En avril 2011 le Groupe de la Banque a adopté le Cadre de transition des pays reclassés ou déclassés (ADB/BD/WP/2011/20/Rev.2), qui guide chaque processus de transition d'une catégorie à une autre. Il exige que la Banque prépare un programme de transition pour chaque pays reclassé, indiquant la façon dont elle accompagnera le pays vers son nouveau statut. Le programme de transition adapté aux pays sera inclus dans un document de programmation, tel qu'un Document de stratégie pays (DSP) mis à jour. Le cadre de transition décrit également les critères qui déterminent la durée de la transition dans le cas du reclassement aux catégories B ou C, laquelle varie entre 2 et 5 ans. Cette durée est déterminée par un certain nombre de critères tels que les mesures de la prévalence de la pauvreté et le niveau relatif du développement humain ; les mesures du taux de croissance économique et du revenu connexe ; et les mesures des besoins de services financiers et du recours aux ressources du Groupe de la Banque.

Annexe 2: Informations sur l'expérience de l'IDA en matière de PCD et son applicabilité au FAD

Les prêts concessionnels des donateurs (Prêts concessionnels de partenaires ou PCP, comme on les désigne à l'IDA) ont été incorporés dans le dispositif de financement de la reconstitution de l'IDA-17 à titre d'instrument innovant permettant d'utiliser un montant limité de ressources d'emprunt et d'augmenter l'enveloppe de prêts de l'IDA en faveur des pays destinataires. Ce mécanisme de financement a été introduit au titre de l'IDA-17 pour plusieurs raisons. Premièrement, la différenciation accrue au plan de la tarification des prêts de l'IDA introduite à l'IDA-16 et 17 (en particulier le raccourcissement des différés d'amortissement et des échéances, et l'ajout d'une commission d'intérêt) a permis à l'institution d'incorporer le financement par emprunt dans son dispositif de financement de façon durable. Deuxièmement, un certain nombre de donateurs de l'IDA faisaient face à des contraintes budgétaires, et les PCD leur fournissaient l'opportunité, ainsi qu'aux pays à revenu intermédiaire, de faire des contributions importantes à l'IDA en sus des dons qu'ils octroyaient. Troisièmement, l'environnement de bas taux d'intérêt a permis à l'IDA d'emprunter à des conditions qui pouvaient être structurées de façon à correspondre étroitement aux crédits consentis à des conditions mixtes et durcies.

Les donateurs ont approuvé l'introduction d'un dispositif de PCD au titre de l'IDA-17 dans le but de trouver un équilibre entre la nécessité de maintenir des incitations solides pour l'octroi de dons et la nécessité de reconnaître l'importance du financement additionnel fourni par les prêts concessionnels. Le montant nominal intégral d'un prêt concessionnel représente certes une ressource précieuse pour l'autorisation d'engagement anticipé de l'IDA-17, mais le dispositif des PCD permet de déterminer la part du fardeau et les droits de vote associés aux prêts concessionnels selon leur élément don. L'élément don déterminé au titre de l'IDA-17 est de fait la différence entre le coût du prêt concessionnel pour l'IDA et le revenu supplémentaire que ce prêt peut générer pour l'institution. Il est calculé sur la base des sorties de ressources et des remboursements des prêts de partenaires en valeur actualisée. Un taux d'actualisation de 2,65 % (en DTS) a été approuvé par les partenaires de l'IDA pour le calcul de l'élément don. Il s'agit du taux d'intérêt moyen et de la commission de service visant un portefeuille de crédits en faveur de pays à financement mixte et en transition au titre de l'IDA-17, qui sont des conditions moins concessionnelles que celles qu'applique le FAD.

Au cours des discussions entourant la reconstitution de l'IDA-17, les participants ont encouragé les partenaires à utiliser les prêts concessionnels pour accroître leurs contributions sous forme de dons. Ils ont souligné l'importance de la directive selon laquelle les partenaires viseraient à fournir au moins 80 % de leur contribution de base au titre de l'IDA-16 sous forme de dons, et chercheraient à faire en sorte que leur contribution de base au titre de l'IDA-16 corresponde au moins au montant total de l'équivalent don.

L'IDA a également fixé une limite prudentielle pour le volume maximal de la dette qui pourrait être incorporée de façon durable dans le dispositif de financement de l'IDA-17. Le modèle de limite d'endettement a pris en compte les sorties de ressources liées aux remboursements des prêts concessionnels par rapport aux entrées de fonds liées aux prêts en faveur des pays en transition et aux remboursements de crédits octroyés aux pays à financement mixte au titre de l'IDA-17. La limite a ensuite été fixée de sorte que les flux financiers nets (entrées moins sorties de ressources) soient tels que les entrées provenant des prêts aux pays en transition et à financement mixte dépassent largement les remboursements de prêts concessionnels à long terme. Selon le scénario de financement retenu pour l'IDA-17, une limite prudentielle de 6,1 milliards de DTS a été approuvée par le Conseil.

Comme le montre le tableau 1 ci-dessous, les conditions de financement ont été approuvées par les partenaires et appliquées aux prêts concessionnels au titre de l'IDA-17 pour faire en sorte que le degré de concessionnalité de ces prêts corresponde au moins à celui des crédits de l'IDA :

Tableau 1: Modèle de PCD de l'IDA et son applicabilité au FAD

Leçons tirées des PCD mis en œuvre par l'IDA	Applicabilité au FAD
1) Un environnement de taux d'intérêt bas permettrait à l'IDA d'emprunter à des conditions susceptibles d'être structurées de manière à correspondre étroitement aux crédits octroyés aux pays à financement mixte et à des conditions plus dures.	Oui
2) La demande de PCD est suffisante dans la mesure où ~30 % de l'aide financière de l'IDA est fournie aux pays à financement mixte	Oui
3) Les PCD pourraient également être utilisés par les pays partenaires à revenu intermédiaire pour accroître considérablement leurs contributions financières à l'IDA	Oui – Les PCD pourraient être une option pour les pays africains qui souhaitent contribuer au Fonds
4) Les PCD auraient pour effet d'augmenter l'autorisation d'engagement anticipé de l'IDA.	Oui
5) L'IDA accepterait des prêts concessionnels libellés dans une des monnaies du panier du DTS, notamment l'USD, l'EUR, le JPY et le GBP.	Oui – mais il serait préférable de limiter les contributions aux monnaies du DTS pour éviter d'alourdir le fardeau administration.
6) Les PCD nécessitent des mesures appropriées de gestion du risque de liquidité, de taux d'intérêt et de crédit qui pourrait découler de l'introduction du financement par emprunt dans le cadre de financement de l'IDA	Oui
7) Il faut limiter le risque de substitution des contributions de base sous forme de dons au profit des PCD : Règle de 80/20 : les donateurs qui contribuent à travers des prêts concessionnels doivent d'abord avoir réalisé la promesse en dons d'au moins 80 % des contributions précédentes au titre de l'IDA-16	Oui La règle de 90/10 s'appliquerait sous réserve de la décision finale des plénipotentiaires
8) Seul l'élément don d'un prêt concessionnel doit être traité comme une contribution de partenaire aux fins de partage du fardeau et de droits de vote	Oui
9) Élément don = valeur actualisée de la portion du prêt concessionnel qui procure un avantage financier à l'IDA ; l'avantage financier est calculé comme suit : - Taux d'intérêt intermédiaire – coût d'emprunt >0 (méthode du revenu net réalisé) - Coût d'emprunt – coût d'emprunt sur le marché <0 (méthode d'économies nettes)	Oui Méthode du revenu net réalisé retenue.
10) Le taux d'intérêt intermédiaire de l'IDA est la référence appropriée à utiliser pour la détermination de l'élément don.	Oui (FAD)
11) Caractéristiques des prêts concessionnels octroyés au titre de l'IDA-17 :	Oui

<ul style="list-style-type: none"> - Échéance : 25 ou 40 ans pour correspondre aux conditions des crédits de l'IDA. - Différé d'amortissement : 5 ans pour un prêt échéance 25 ans ou 10 ans pour un prêt échéance 40 ans. - Coupon/Intérêt : Les prêts concessionnels de l'IDA seraient assortis d'un taux de coupon global équivalent DTS pouvant atteindre 1 %. 	<ul style="list-style-type: none"> - Échéances de 30 ans pour correspondre aux conditions de crédit du FAD et de 20 ans pour les prêts-relais. - Différé d'amortissement de 5 ans pour les PCD et de 10 ans pour les prêts-relais. - Taux du coupon/Intérêt : 0 – 1 %.
---	---

Le cadre a évolué pendant au moins deux années de réunions de groupes de travail et de discussions concernant la reconstitution des ressources, et en fin de compte un consensus a été trouvé et le cadre a été approuvé par le Conseil. Les questions abordées au cours de la période étaient les niveaux planchers des taux d'intérêt, les rachats et la nécessité de prévenir la substitution. Le cadre approuvé a répondu à la plupart des défis liés à la mise en œuvre des prêts concessionnels des partenaires dans une institution multilatérale où s'effectue l'attribution des parts du fardeau et des droits de vote.

Beaucoup de partenaires ont examiné de près le cadre et envisagé d'octroyer des prêts concessionnels, et cinq pays ont fourni des prêts concessionnels pour un montant total de 2,9 milliards de DTS (4,4 milliards de dollars EU) au titre de l'IDA-17. Ces prêts ont été octroyés dans les quatre monnaies du panier du DTS et quatre d'entre eux sont assortis d'une échéance de 25 ans, et un autre de 40 ans. Les taux de coupon forfaitaires des prêts concessionnels varient de 0 à 1 % en DTS, avec un coût d'emprunt moyen de 0,67 % (voir le tableau ci-dessous). L'enveloppe totale des ressources de l'IDA-17 a été gonflée par le montant notionnel des contributions sous forme de prêts. De plus, le financement provenant des prêts concessionnels a amélioré la liquidité prévue de l'IDA et a ainsi permis à l'institution d'engager 0,9 milliard de DTS (1,36 milliard de dollars EU) en ressources internes additionnelles pour l'IDA-17.

Tableau 2: Contributions sous forme de prêts concessionnels à l'IDA-17

Pays	Chine	France	Japon	Arabie Saoudite	Royaume Uni
Montant prêts en (MN)	1,000.00	430.00	190,386.45	117.63	486.00
Monnaie	USD	EUR	JPY	USD	GBP
Taux de change DTS	1.50718	1.15142	147.83326	1.50718	0.98466
Montant prêts DTS	663.49	373.45	1,287.85	78.05	493.57
Échéance	5-25	10-40	5-25	5-25	5-25
Taux d'intérêt global/DTS	1.00%	0.00%	1.00%	0.00%	0.00%
Élément don (% montant de prêt)	17.89%	32.12%	27.51%	28.96%	31.54%

En conclusion, le modèle des PCD pour l'IDA-17 pourrait être reproduit pour le FAD-14, à condition que certains ajustements interviennent pour refléter les caractéristiques spécifiques du FAD telles que la différence au plan de la concessionnalité appliquée aux pays destinataires de PCD, qui est plus élevée au Fonds.

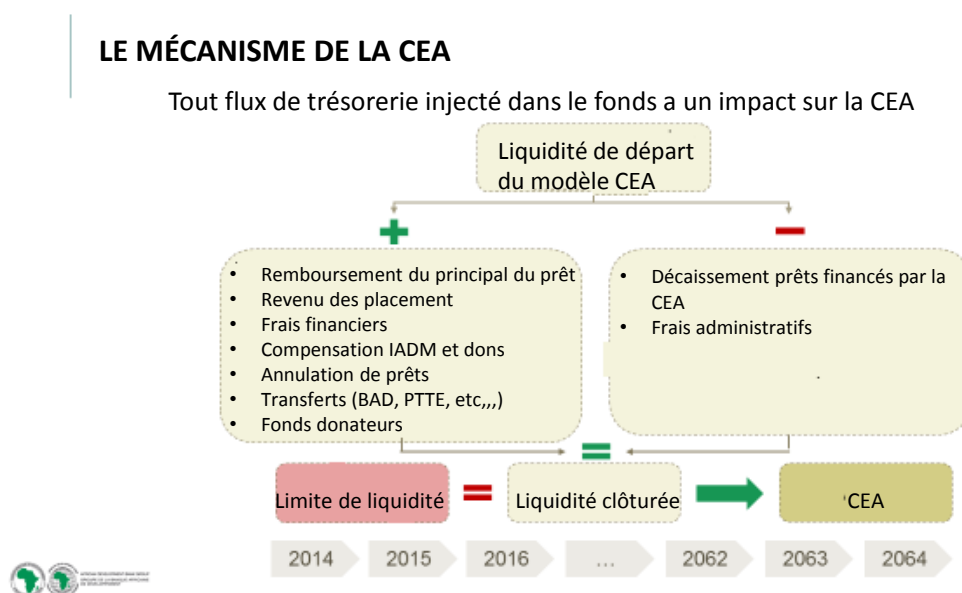
Annexe 3: Le modèle de la CEA

Comment fonctionne la CEA ?

La capacité d'engagement anticipé (CEA) correspond en fait au montant maximal disponible à travers l'autorisation d'engagement anticipé (AEA) pour les trois années suivantes/cycle de reconstitution des ressources. Ce montant est établi à partir des ressources futures générées à l'interne (c'est-à-dire les remboursements de prêts + les revenus de placements) et c'est par rapport à lui que des engagements de prêt peuvent être pris.

L'AEA est un modèle de projection de flux financiers (sur une période de 50 ans) qui sert à faire concorder les ressources provenant de toutes les sources de financement avec les remboursements de nouveaux prêts et de dons (qui prennent en moyenne 10 ans). Pour prévenir toute disparité de flux monétaires, une portion prudentielle du portefeuille de placements du FAD est mise de côté à titre de seuil minimal de liquidité (= 75 % des décaissements nets).

Graphique 6: Mécanisme de la CEA

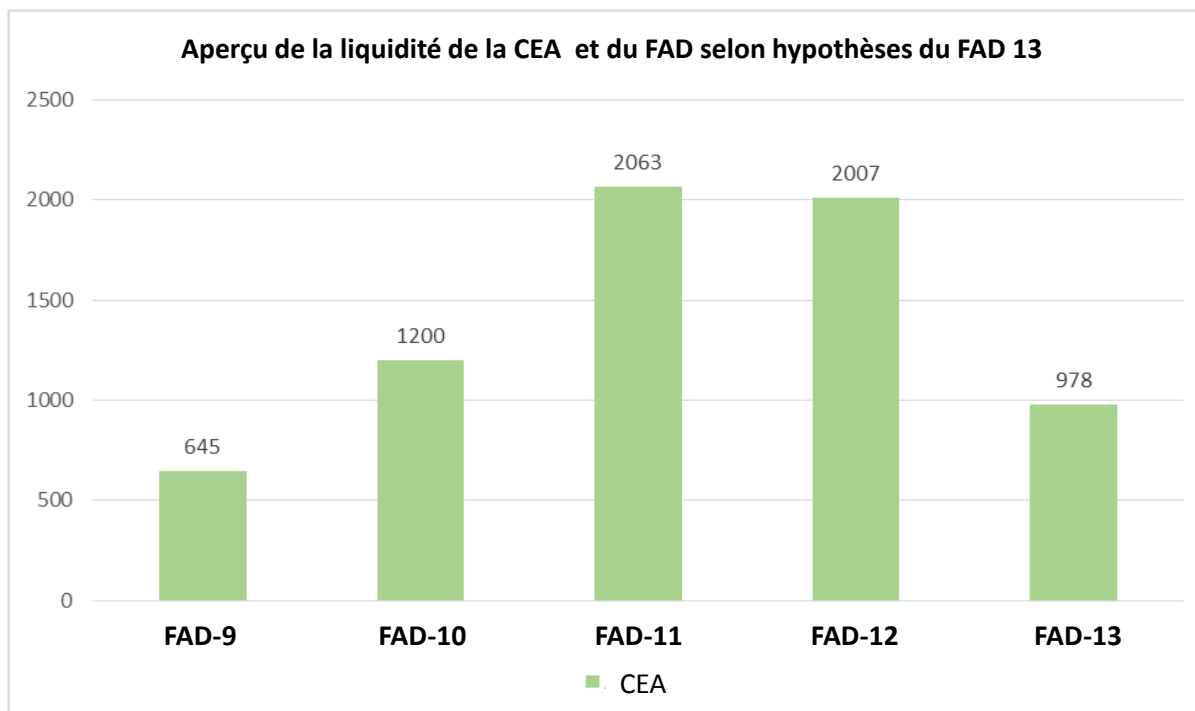


Comment devrait évoluer la CEA?

La CEA est ré-étalonnée tous les 3 ans au début de chaque période de reconstitution en fonction des projections de flux monétaires liés aux revenus provenant de prêts, aux remboursements de prêts, aux revenus de placement et aux frais généraux.

Comme le montre le Graphique 7 ci-dessous, la CEA a atteint ses niveaux les plus élevés au cours du FAD-11 et du FAD-12 et s'est ensuite inscrite en forte baisse au cours du FAD-13.

Graphique 7 : Évolution historique de la CEA



Les raisons fondamentales qui expliquent ce recul de la CEA entre le FAD-12 et le FAD-13 étaient les suivantes :

- i. Les hypothèses concernant le revenu du Fonds provenant de placements ont été révisées à la baisse, pour refléter l'environnement de bas taux d'intérêt. Pour le FAD-12, le rendement moyen du portefeuille d'instruments liquides a été estimé à 4,5 % sur la base des taux Libor en vigueur pour le portefeuille prudentiel et des taux à terme pour le portefeuille de placements pratiqués à cette période, mais s'agissant du FAD-13, les taux projetés avaient été revus à la baisse à 2,65 %, ce qui a donné lieu à des revenus provenant de placements plus faibles.
- ii. Au cours du FAD-12, dans le but d'améliorer l'efficacité de ses opérations, le Fonds a révisé sa politique d'annulation de prêts de façon à réaffecter 70 % des prêts annulés aux pays bénéficiaires, et à reverser les 30 % restants au pool général de liquidité. Auparavant, la totalité des prêts annulés était reversée au pool de liquidité. Ainsi, les flux monétaires provenant des prêts annulés étaient censés baisser fortement dans le modèle de la CEA, pour passer d'un montant annuel estimatif de 100 millions d'UC à seulement 30 millions d'UC, représentant le montant annuel pouvant être réengagé à la suite des annulations. La modification de la politique d'annulation de prêts a eu pour effet que la CEA au titre du FAD-13 a fortement baissé. Toutefois, il convient de remarquer que même si la CEA a baissé pour l'ensemble des pays, les pays dont les opérations sont annulées peuvent réengager des ressources additionnelles au cours de chaque période de reconstitution qui ne sont pas considérées comme des ressources nouvelles.
- iii. Le niveau de liquidité du Fonds à la fin du cycle du FAD-12 était également plus bas que prévu au départ, à cause de plusieurs autres facteurs, notamment : i) une augmentation du niveau des frais généraux ; ii) des décaissements aux fins d'affectation à des réserves telles que la Facilité en faveur des États fragiles à décaissement plus rapide que les projets FAD ordinaires ; et iii) la création d'un portefeuille de placements spécial pour héberger et gérer les ressources provenant des encaissements accélérés, lesquelles étaient exclues de la liquidité admissible immédiatement disponible aux fins de décaissement.

Pour le FAD-14, la CEA devrait baisser pour s'établir à environ **460 millions d'UC**, à cause des principaux facteurs suivants :

- ✓ **La persistance de l'environnement de taux d'intérêt bas** donne lieu au recul des revenus du Fonds provenant de placements avec un effet d'entraînement sur la CEA attendu au titre du FAD-14 ;
- ✓ **L'augmentation du budget des dépenses administratives** (en partie sur la période 2015-2018) aura pour effet de réduire davantage la CEA ;
- ✓ **La révision des projections de flux financiers liés à l'IADM** devrait également avoir un impact négatif sur la CEA.

Le document concernant le cadre de financement du FAD-14 donne de plus amples renseignements sur la CEA et sa trajectoire estimative d'évolution.

Annexe 4 : Demande potentielle de PCD

Les caractéristiques des PCD sont telles qu'il n'existe pas de demande distincte pour cet instrument autre que la demande générale visant les ressources du FAD. Les PCD visent à fournir des ressources qui font partie du pool général de ressources pour le cycle de reconstitution. Les ressources de cet instrument sont affectées selon le système d'allocation basée sur la performance (ABP), de la même manière que les souscriptions des donateurs sous la forme de dons et les ressources générées à l'interne (voir à la page 8). Toutefois, un des principes fondamentaux de leur conception est que les PCD devraient être des instruments autonomes, en ce sens que les flux monétaires provenant des prêts FAD financés sur les ressources de ces instruments devraient suffire à assurer le service de ces derniers. Dans la mesure où le taux d'intérêt servi aux PCD est supérieur à zéro, le volume total de PCD ne peut dépasser le volume des prêts FAD rémunérés, en prenant l'hypothèse que la commission de service de 75 points de base appliquée aux prêts FAD continuera d'être appliquée pour payer les frais généraux. Par conséquent, la demande de PCD est limitée par le volume des prêts octroyés aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement qui seront assujettis à un taux d'intérêt majoré d'une commission de service de 1,75 %.

Le volume estimatif des ressources du FAD-13 affectées aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement est de 447 millions d'UC, soit 15 % des ressources affectées ou devant être affectées selon le système d'allocation basée sur la performance au cours du cycle de reconstitution (tableau 3). D'après le scénario de reclassement attendu, les ressources du cycle de reconstitution du FAD-14¹¹ destinées aux pays atypiques, à financement mixte ou en voie de reclassement devraient augmenter légèrement pour atteindre 460 millions d'UC, soit 17,0 % de l'ensemble des ressources. Pendant le cycle du FAD-15, un montant de 644 millions d'UC devrait être affecté à la même catégorie d'emprunteurs du FAD, soit une hausse de 23 % des ressources affectées selon le système ABP au cours du cycle de reconstitution. Ces chiffres, en particulier ceux du cycle de reconstitution du FAD-15, dépendent non seulement du scénario de reclassement retenu mais également des périodes de transition, qui peuvent durer jusqu'à 5 ans¹². Un autre facteur susceptible d'influer sur la demande de PCD est un nouveau durcissement des conditions de prêt pour les pays membres régionaux exclusivement FAD, en particulier ceux classés dans la sous-catégorie « Avancé », à travers l'application d'un taux d'intérêt¹³.

Tableau 3: Projections des allocations pays par catégorie de crédit au titre du FAD-13, du FAD-14 et du FAD-15

Catégorie du pays	FAD-12		FAD-13		FAD-14		FAD-15	
	Millions d'UC	%	Millions d'UC	%	Millions d'UC	%	Millions d'UC	%
Atypique, financement mixte, en reclassement	248,12	6,6 %	446,94	15,0 %	460,54	16,8 %	643,97	23,5 %
Atypique	22,10	0,6 %	226,07	7,6 %	222,91	8,1 %	328,19	12,0 %
Financement mixte	194,40	5,2 %	93,90	3,1 %	204,18	7,5 %	214,26	7,8 %
En	31,63	0,8 %	126,96	4,2 %	33,45	1,2 %	101,52	3,7 %

¹¹ Par hypothèse, l'enveloppe du FAD-14 sera la même que celle du FAD-13 en termes réels.

¹² Deux des trois pays membres régionaux actuellement en voie de reclassement ont été soumis à une période de transition de 5 ans, et le troisième à une période de transition de 2.

¹³ Les conditions de prêt pour les membres régionaux dans cette sous-catégorie sont actuellement une échéance de 40 ans, un différé d'amortissement de 5 ans, une commission de service de 0,75 %, une commission d'engagement de 0,50 % et pas de taux d'intérêt. Au 31 mars 2015, cinq pays se classent dans cette catégorie, à savoir le Bénin, le Tchad, le Kenya, la Mauritanie et le Sénégal.

reclassement								
--------------	--	--	--	--	--	--	--	--

Selon le scénario de reclassement, le volume des ressources du cycle de reconstitution du FAD-1414 destinées aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement s'établit à 461 millions d'UC, soit 17,0 % de l'ensemble des ressources (tableau 3). Il convient de remarquer que les simulations faites sur les PCD dans le présent document étaient fondées sur les allocations prévues en décembre 2015, lesquelles prévoyaient un montant de 458 millions d'UC pour les pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement. Ce montant a été conservé dans le présent document aux fins de continuité et pour fonder les simulations sur une base de référence légèrement plus prudente.

Au cours du cycle du FAD-14, un montant de 644 millions d'UC devrait être affecté à la même catégorie d'emprunteurs du FAD, soit une hausse de 23 % des ressources affectées selon le système ABP au cours du cycle de reconstitution.

La demande de PCD au cours du cycle du FAD-14 pourrait être plus faible, si la décision de mettre en œuvre le MdR au même moment sur une base expérimentale est prise en ciblant les pays à financement mixte, en voie de reclassement et les pays FAD feu vert (pays en situation de fragilité exclus). Dans ce cas, le volume maximal des PCD acceptables serait limité à l'allocation en faveur des pays atypiques, soit 223 millions d'UC).

¹⁴ Aux fins de comparaison, l'enveloppe du FAD-14 sera par hypothèse équivalente à celle du FAD-13 en termes réels.

Annexe 5 : Impact des PCD sur la CEA

On considère que les PCD sont reconnus comme faisant partie des ressources pour la reconstitution.

Pour prévenir un impact négatif sur la position de liquidité du Fonds, le profil de rachat d'un PCD devrait correspondre à (ou être étalé sur une période plus longue que) celui des remboursements des prêts du FAD.

Le taux d'intérêt appliqué sur les PCD sera le facteur fondamental pour la détermination du volume maximal potentiel de PCD que le Fonds peut accepter.

- 1) Si les PCD sont assortis d'un taux d'intérêt de 0,5 à 1 %, le volume maximal potentiel des PCD sera équivalent à l'allocation du FAD en faveur des pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement, soit environ 458 millions d'UC.
- 2) Si les PCD sont assortis d'un taux d'intérêt de 0 à 0,5 %, le volume maximal potentiel des PCD serait alors équivalent à l'allocation du FAD en faveur des pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement, pays FAD « feu vert » compris. Dans ce cas, il pourrait atteindre 1 270 millions d'UC.

Ainsi, sur la base du niveau attendu de la CEA de 460 millions d'UC au titre du FAD-14, l'impact potentiel des PCD sur la CEA (en prenant pour hypothèse une échéance de 30 ans et un différé d'amortissement de 5 ans) est récapitulé comme suit :

	FAD-14	FAD-15	FAD-16	FAD-17	FAD-18
CEA avant PCD	460	460	1 732	2 271	2 271
CEA avec 458 m d'UC de PCD @ 1%	632	633	645	2 608	2 608
Impact PCD de 458 m d'UC @ 1%	172	173	(1 087)	337	337
CEA avec PCD de 1.270 m d'UC @ 0%	807	807	807	2 505	2 506
Impact PCD de 1.270 m d'UC @ 0%	347	347	(925)	234	235

Une forte baisse de la CEA se produirait au cours du cycle du FAD-16 dans le cas où des PCD assortis d'un taux d'intérêt de 1 % (ce qui aurait pour effet de plafonner le volume de PCD à 0,458 milliard d'UC, soit l'allocation en faveur des pays atypiques, à financement mixte ou en voie de reclassement) étaient octroyés au cours du FAD-14. Cela s'explique par des sorties de ressources plus élevées qui interviendront à la suite du remboursement du principal et des intérêts des PCD, qui commencera au terme du différé d'amortissement de 5 ans.

L'impact global des PCD sur l'enveloppe des ressources du FAD au titre du FAD-14 serait comme suit :

- + une augmentation de 630 millions d'UC pour un PCD de 0,458 milliard d'UC @1 %,
- + une augmentation de 1 617 millions d'UC pour un PCD de 1,270 milliard d'UC @0 %.

Annexe 6 : Calcul de l'élément don des PCD et différences entre l'IDA et le CAD de l'OCDE

Les parts du fardeau liées aux PCD sont fondées sur l'élément don de ces instruments. Cet élément représente la valeur actualisée de l'avantage financier qu'un PCD apporte au FAD. Cet avantage dépend des conditions assorties aux PCD, des conditions des prêts aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement et du taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée des avantages financiers estimés une fois par an. Si l'on considère que, pour les besoins de la gestion des risques, les PCD doivent être des instruments autonomes, on suppose qu'un PCD en faveur du FAD devrait alors avoir les caractéristiques fondamentales suivantes :

- **Échéance et différé d'amortissement** : Compte tenu du profil des flux financiers du FAD, l'échéance et le profil de remboursement des intérêts et du principal seront au moins les mêmes que ceux des prêts du FAD aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement, soit 5 ans et 30 ans respectivement. Il est évident que des conditions d'emprunt plus douces (c'est-à-dire des différés d'amortissement et des échéances plus longs) seraient également acceptées.
- **Calendrier de remboursement** : Un calendrier d'amortissement linéaire serait appliqué, correspondant aux conditions de prêt aux pays FAD éligibles aux financements mixtes.
- **Taux d'intérêt/coupon** : Les PCD nécessiteraient un taux d'intérêt/coupon équivalent UC entre 0 et 1 %, le dernier taux correspondant au taux d'intérêt des prêts octroyés par le FAD aux pays à financement mixte. Cela ferait en sorte que le FAD soit en mesure de transférer le coût d'emprunt aux destinataires sans recourir aux dons des bailleurs de fonds.
- **Monnaie** : Comme le FAD utilise l'UC (équivalent du DTS), l'octroi de PCD en UC aurait pour effet d'atténuer le risque de change pour le FAD, en faisant concorder la monnaie d'emprunt avec la monnaie des opérations du FAD. En permettant aux pays donateurs de libeller leurs contributions sous forme de PCD dans la monnaie de leur choix, comme ils sont autorisés à le faire s'agissant des souscriptions sous forme de dons, imposerait un lourd fardeau administratif au Fonds. Il est donc recommandé que les PCD soient libellés en UC ou dans les monnaies qui composent le panier de l'UC, parce qu'il serait ainsi possible d'utiliser le cadre existant du FAD pour couvrir le risque de change sans alourdir outre mesure le fardeau administratif.

Il existe des méthodologies différentes pour calculer l'élément don, mais la Direction recommande de retenir la méthode dite du revenu net réalisé, qui est l'écart entre l'intérêt moyen gagné sur les crédits mixtes du FAD (1 %) et le coût d'emprunt – le premier de ces éléments étant la référence à considérer comme le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'élément don.

Le taux d'actualisation est un facteur essentiel pour l'estimation de l'élément don. Comme les donateurs sont reconnus en fonction de l'élément don de leurs PCD, il est important de choisir un taux d'actualisation qui incitera fortement ces derniers à contribuer au FAD à travers des PCD et qui, simultanément, sera considéré équitable par les donateurs qui n'octroient que des dons. La Direction recommande donc de retenir la méthode du revenu net réalisé pour calculer le taux d'actualisation, qui est la même méthode utilisée par l'IDA. Elle est plus simple, plus stable et plus équitable d'une reconstitution à l'autre que la méthode d'économies nettes, qui serait instable étant donné qu'elle fait appel aux taux d'intérêt pratiqués sur le marché.

Avec la méthode du revenu net réalisé, le taux d'actualisation est estimé comme étant le coût global des prêts FAD aux pays atypiques, à financement mixte et en transition (commissions d'engagement exclues), soit 1,75 %, la somme de la commission de service de 0,75 % et du taux d'intérêt de 1,0 %.

Il importe de remarquer que l'IDA fait appel à la même méthodologie pour ses PCD au titre de l'IDA-17 ; toutefois, son taux d'actualisation est la moyenne pondérée du taux d'intérêt et de la commission de service pour les prêts aux pays en transition et à financement mixte.

Le tableau 5 décrit la méthode d'estimation de l'élément don dans divers scénarios de taux concessionnels sur les PCD:

Echéance	EMP	Taux d'actualisation	Taux d'intérêt du prêt concessionnel				
			0,00%	0,25%	0,50%	0,75%	1,00%
5-30	17,75	1,75%	23,7%	20,3%	16,9%	13,5%	10,1%

Par rapport à l'IDA, le recours aux PCD au FAD devrait être limité par la demande de prêts à des conditions mixtes avec un taux d'intérêt de 1,75 %. C'est la raison pour laquelle il serait impossible d'utiliser le même taux d'actualisation que l'IDA (soit 2,65 % en DTS), étant donné que celle-ci applique des conditions plus dures que le FAD pour les pays à financement mixte et en transition, dont l'Inde fait partie.

Le FAD et l'IDA utilisent la même méthodologie (la méthodologie dite du revenu net réalisé), mais c'est la différence au plan des conditions de prêts appliquées aux pays bénéficiaires de PCD qui explique la différence des taux d'actualisation retenus par les deux institutions. De fait, ce n'est pas le niveau de concessionnalité qui importe, mais plutôt l'écart de taux d'intérêt entre le coût d'un PCD et le taux d'intérêt appliqué aux prêts en faveur des pays FAD cibles. Du point de vue de la gestion des risques, il est essentiel que les PCD aient au moins le même profil de remboursement que les types de prêts FAD que nous financerions à l'aide de ce produit innovant.

La méthodologie du DAC de l'OCDE diffère de la méthode du revenu net réalisé utilisé par l'IDA et le FAD. L'OCDE utilise un taux d'actualisation de base de 5 %, qui correspond au taux d'actualisation utilisé par le FMI, auquel elle applique trois facteurs d'ajustement différents selon la catégorie des pays destinataires, soit 4 % pour les pays les moins avancés et d'autres pays à faible revenu ; 2 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 1 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il convient de remarquer que la méthodologie de l'OCDE consiste à déterminer de quelle façon les financements concessionnels des donateurs peuvent être classés comme aide publique au développement (APD). Les institutions financières internationales, en revanche, doivent veiller à ce que les entrées des ressources restent supérieures aux sorties.

En conclusion, l'élément don des PCD proposé par le FAD peut être plus faible que celui de l'IDA, simplement parce que les conditions de prêt de l'IDA sont légèrement plus dures que celles qu'applique le FAD à l'égard des pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement (en transition).

Le CAD de l'OCDE applique une méthodologie différente aux fins de classification interne, ce qui empêche toute comparaison pertinente.

Il faudrait souligner que la méthodologie retenue par le FAD n'est pas du tout obligatoire. Au final, les pays donateurs peuvent utiliser la méthodologie de leur choix pour calculer le niveau de concessionnalité des PCD en fonction de leurs propres besoins nationaux.

Annexe 7: Analyse des forces et des faiblesses des PCD

1. Principales forces et faiblesses des PCD pour le FAD

Forces

Les PCD seront reconnus comme faisant partie des ressources de la reconstitution. Ils visent à fournir des ressources qui vont dans le pool général pour le cycle de reconstitution. Comme le produit des PCD sera affecté selon le système d'allocation basée sur la performance (ABP) de la même manière que les souscriptions des donateurs sous forme de dons et les ressources générées à l'interne, la mise en œuvre sera relativement facile et l'impact potentiel sur le budget des dépenses administratives sera très limité – considérablement plus faible que la capacité d'engagement additionnelle que le Fonds tirerait des PCD.

Les PCD s'appuieraient sur les arrangements juridiques existants. Il ne serait pas nécessaire de créer un instrument juridique spécifique (c'est-à-dire pas de fonds fiduciaire ni de structure d'accueil dédiée) autre que les accords contractuels habituels entre la Banque et les donateurs au titre des conventions de prêt.

Les PCD pourraient avoir pour effet de gonfler considérablement l'enveloppe des ressources du FAD. Comme en témoignent un nombre croissant d'autres institutions multilatérales qui ont déjà mis en œuvre des prêts concessionnels des donateurs (par exemple l'IDA, le Fonds vert pour le climat, le FIDA), l'introduction de PCD pourrait concourir à accroître l'enveloppe totale du FAD-14, en augmentant les ressources venant des donateurs qui octroient des prêts concessionnels en sus de dons, en attirant potentiellement de nouveaux donateurs, notamment des pays africains, et à travers l'impact que ces prêts pourraient avoir sur la capacité d'engagement anticipé qui ne devrait pas être négligé. Par ailleurs, les PCD donnent l'opportunité de démultiplier l'effet des contributions sous forme de dons du FAD, permettant ainsi au Groupe de la Banque de s'acquitter de son ambitieux mandat.

Les PCD n'auraient pas d'impact négatif direct sur la liquidité. Le risque de liquidité lié aux PCD peut se manifester deux façons. En premier lieu, le risque d'insuffisance de liquidité au moment où une demande de décaissement concernant un projet ou un pays éligible est reçue ; en second lieu, le risque de manque de ressources pour rembourser des PCD. Ces deux types de risque peuvent être atténués par une conception appropriée des PCD, pourvu que les conditions associées à ces instruments soient similaires ou plus douces que les conditions de prêt du FAD, comme suit : i) les ressources du PCD doivent être versées en liquide en trois tranches annuelles, la première de devant être payée au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du FAD-14 ; ii) seuls les PCD dont les conditions de remboursement correspondent au moins à celles des prêts FAD aux pays atypiques, à financement mixte et en voie de reclassement, c'est-à-dire un différé d'amortissement de 5 ans, une échéance de 30 ans, un amortissement linéaire et des remboursements semestriels, devraient être acceptés ; iii) les taux d'intérêt assortis aux PCD devraient être déterminés de façon à correspondre au taux fixe des prêts FAD ; et, enfin iv) le Fonds a déjà en place des politiques judicieuses et des instruments pertinents pour faire face à ces risques, et ces instruments pourraient être amendés face à des risques spécifiques ou résiduels découlant du recours aux PCD.

Par conséquent, le taux d'intérêt des PCD sera le facteur fondamental pour la détermination du volume maximal potentiel de PCD que le Fonds peut accepter. À cet égard, les deux options suivantes ont été retenues :

- Si les PCD sont assortis d'un taux d'intérêt variant entre 0,5 et 1 %, le volume maximal potentiel de PCD correspondra à l'allocation du FAD aux pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement, soit environ 458 millions d'UC.
- Si les PCD sont assortis d'un taux d'intérêt variant entre 0 et 0,5 %, le volume maximal potentiel de PCD correspondrait à l'allocation du FAD aux pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement, auxquels pourraient s'ajouter les pays FAD « feu vert ». Dans ce cas, le volume maximal potentiel de PCD pourrait atteindre 1 270 millions d'UC.

Les PCD auraient pour effet de renforcer la CEA du FAD. Comme les PCD seront reconnus comme faisant partie des ressources de la reconstitution, ils seront pris en compte dans le calcul de la capacité d'engagement anticipé (voir l'annexe 3 sur le modèle de la CEA et son évolution attendue). Pourvu que le profil de rachat d'un PCD corresponde ou soit plus long que celui des remboursements des prêts FAD, l'impact potentiel sur la CEA sera limité aux flux financiers liés à la marge d'intérêt nette. Toutefois, étant donné que le PCD devrait être encaissé beaucoup plus rapidement que les contributions normales au FAD, l'augmentation de la CEA pourrait rester importante.

Comme le montre l'annexe 3, les PCD auraient un impact positif sur la CEA au titre du FAD-14. En effet, un PCD de 458 millions d'UC aurait un impact positif de 172 millions d'UC sur la CEA, et un PCD de 1,27 milliard d'UC aurait pour effet de gonfler la CEA de 347 millions d'UC. Au-delà du FAD-14, l'impact serait fonction des conditions du PCD. Sur la base des hypothèses révisées de la CEA présentées à l'annexe 3, un PCD de 458 millions d'UC (échéance 5/30 et aux taux d'intérêt variant entre 0,5 et 1 %) injecté dans le Fonds en 2017 aurait un effet négatif très faible, soit d'environ 14 millions d'UC, pour la période allant du FAD-14 au FAD-18, dans la mesure où le principal et les intérêts devront être remboursés à partir du FAD-16. Toutefois, dans le cas où les PCD se chiffrent à 1 270 millions d'UC, l'impact sur la CEA serait positif de 48 millions d'UC en moyenne sur la même période de quinze ans (du FAD-14 au FAD-18).

Faiblesses

Des risques financiers peuvent provenir de l'introduction du financement sous forme de prêts dans le cadre du financement du FAD. Les risques financiers sont déjà présents dans les opérations du FAD, mais l'introduction du financement sous forme de prêts dans le cadre du financement de l'institution nécessite des mesures appropriées de gestion des risques, car elle pourrait donner lieu à des risques de liquidité, de taux de change et de crédit additionnels. Sur la foi de notre analyse, le cadre actuel de gestion des risques du FAD lié à la politique de gestion actif-passif du Groupe de la Banque ne nécessiterait pas de changement majeur pour couvrir de tels risques financiers marginaux. De fait, les deux mesures suivantes de gestion des risques pourraient suffire à atténuer les risques additionnels, soit : i) la hausse du niveau minimum prudentiel de liquidité pour couvrir le service de la dette ; et ii) l'introduction d'une nouvelle limite d'endettement. Cela contribuerait à faire en sorte que le FAD remplisse ses obligations en matière de service de la dette, sans perturber ses opérations ou utiliser les contributions des donateurs sous forme de dons, atténuant ainsi tout risque pour la réputation du Groupe de la Banque.

De plus, une mesure prudentielle complémentaire pourrait être ajoutée sous la forme d'une limite-tampon fixée à la dette maximale que le FAD pourrait contracter. Cette protection aurait pour objectif d'atténuer le risque de volatilité dans la classification des pays, en particulier le groupe de pays FAD "feu vert" où des changements peuvent survenir chaque année. Il est bien compris que le système des feux de circulation, qui est fondé sur l'analyse de soutenabilité de la dette (DSA) lancée par le FMI, est très sensible à divers facteurs susceptibles de se manifester. Les pays peuvent évoluer d'une catégorie à une autre au cours du même cycle du FAD. En effet, en 2015 par exemple, deux pays exclusivement FAD (l'Éthiopie et le Liberia) ont été déclassés au plan de la DSA de faible à modéré, perdant ainsi leur statut de pays « feu vert ». Le nombre de pays dont le statut au plan de la DSA change peut avoir un impact sur le seuil de la dette maximale du FAD.

Par conséquent, une limite-tampon peut être fixée en ce qui concerne les remboursements de prêt qui seraient perdus, si deux pays FAD « feu vert » passent au jaune au cours du cycle du FAD-14. De façon concrète, sur la base de l'allocation totale de 802 millions d'UC prévue au titre du FAD-14 pour les cinq pays exclusivement FAD, une allocation pays moyenne s'établirait à environ 160 millions d'UC ($802 / 5 = 160$). Ce montant serait multiplié par deux, étant donné qu'il serait raisonnable de s'attendre à ce qu'il soit possible que plus de deux pays passent de risque faible (vert) à risque modéré (jaune) au cours du cycle du FAD-14. La limite de protection pourrait être fixée à la moitié de ce montant de 320 millions d'UC, étant donné que les pays qui passeraient au jaune seraient éligibles à 50 % des prêts. Par conséquent, le montant de 160 millions d'UC représenterait une protection suffisante.

Comme le système des feux de circulation ne s'applique qu'aux pays exclusivement FAD, la limite-tampon ne serait importante que dans l'option où les PCD sont octroyés avec un taux d'intérêt variant entre 0 et 0,5 %, car c'est dans cette fourchette seulement que les allocations feu vert du FAD sont prises en considération dans l'évaluation de la taille maximale des PCD que le Fonds pourrait raisonnablement absorber. Une telle limite serait de nature à protéger le Fonds de tout risque potentiel d'annulation de

prêt, de report de ressources sous-consommées ou de situations où un pays ne peut honorer ses obligations à la suite d'un choc imprévu quelconque.

L'introduction d'une option de financement sous forme de prêt pourrait inciter malheureusement à réduire les contributions sous forme de don. Le financement du FAD à des conditions très concessionnelles explique son recours aux dons. Si les bailleurs de fonds remplacent leurs contributions de base sous forme de don par des contributions sous forme de prêt, cela aurait des conséquences graves sur la viabilité financière à long terme du FAD. De fait, étant donné que la majorité des pays FAD ont toujours besoin d'un appui à des conditions très concessionnelles, le FAD ne pourrait pas fonctionner sans des contributions sous forme de dons. Pour atténuer le risque de substitution, on recommande i) que la contribution totale d'un pays donateur qui souscrit à la reconstitution à travers des PCD soit au moins équivalente à sa contribution au FAD-13 sur la base de l'équivalent don, et ii) que les pays donateurs s'engagent à assumer au moins 90 % de leur part de fardeau de base au titre du FAD-13 sous la forme de dons.

2. Principales forces et faiblesses des PCD pour les donateurs

Forces

Les PCD offrent aux donateurs l'opportunité d'accroître leurs contributions au FAD sans toutefois exercer des pressions sur leurs budgets : La communauté internationale a fixé l'objectif d'accroître le volume de l'APD pour accompagner l'agenda post-2015. Compte tenu de l'attente de pressions persistantes sur les budgets réservés au développement par les donateurs traditionnels, les PCD représenteraient un outil innovant qui leur permettrait de renforcer la disponibilité des financements pour les reconstitutions du FAD. Un tel instrument, qui combine un prêt avec un élément don, serait plus aisé pour les donateurs qui doivent rationaliser l'utilisation de l'argent de leurs contribuables aux fins d'aide publique au développement (APD). Étant donné que les donateurs qui utilisent les PCD prêteraient au FAD à des conditions très concessionnelles, de telles dépenses seraient classées comme des transferts de capitaux aux fins d'APD et, à ce titre, ne seraient pas enregistrées comme devant être compensées dans les comptes nationaux, suivant les règles comptables spécifiques nationales ou régionales.

Même si les PCD, compte tenu du fait qu'il s'agit de prêts, seront remboursés, on pourrait penser que leur degré de concessionnalité élevé (taux d'intérêt maximal de 1 % et longues échéances) pourrait avoir pour effet de réduire leur attrait aux yeux des donateurs. Toutefois, les enseignements tirés de l'expérience des fonds d'investissement climatiques et de l'IDA concernant les prêts concessionnels de partenaires tendent à montrer qu'il existe un intérêt notable dans l'utilisation de la dette concessionnelle comme moyen d'accroître les contributions aux guichets des ressources concessionnelles des BMD. Dans le cas de l'IDA, cinq partenaires ont fourni au total 2,9 milliards d'UC sous forme de PCD, comme il est décrit à l'annexe 2.

L'élément don des PCD fait prendre conscience du partage du fardeau et assure l'équité de traitement entre les donateurs qui octroient des dons et ceux qui octroient également des PCD. Le montant complet du prêt est utilisé pour accroître l'aide que la FAD fournit aux pays bénéficiaires éligibles. Toutefois, contrairement au don qui est pris en compte pour le partage du fardeau et les droits de vote, un prêt ne représente pas un avantage permanent au FAD parce que celui-ci est appelé à être remboursé au fil du temps et ne peut donc pas être considéré de la même façon qu'un don. Pour faire en sorte que les donateurs qui octroient des prêts et ceux qui n'octroient que des dons soient traités sur un pied d'égalité, la prise en compte d'une contribution sous forme de prêt ne serait fondée que sur l'élément don de cette contribution, dans la mesure où cela représente un avantage concret et réalisable pour le FAD. De plus, il convient de remarquer que l'Accord portant création du FAD ne contient aucune disposition qui prévoit des droits de vote additionnels pour les donateurs qui octroient des financements concessionnels au FAD, contrairement au cas de l'IDA.

Faiblesses

Les PCD accroissent la capacité d'engagement globale du FAD, à la fois pour les prêts et les dons, et ont mécaniquement un impact à long terme sur le mécanisme de compensation des dons que les donateurs et le FAD ont approuvé, en vue d'atténuer la baisse des remboursements futurs due à l'augmentation des financements sous forme de dons. De fait, les donateurs ont accepté, depuis le cycle du FAD-9, de compenser le Fonds pour les manques à gagner supérieurs à 7,5 % du montant de la reconstitution, au fur et à mesure des remboursements, selon la méthode de la comptabilisation au décaissement. La contribution de chaque donateur à la compensation de dons est fondée sur sa part du fardeau normalisée pour le cycle de reconstitution correspondant. Pendant la période du FAD-14, un montant de 49,55 millions d'UC sera exigible, représentant la compensation pour 2017, 2018 et 2019 pour des dons octroyés au titre du FAD-9 et du FAD-11 (voir l'annexe 16).

Annexe 8: Règles de hiérarchisation des prêts concessionnels des donateurs (PCD) et des prêts-relais (PR)

L'option des prêts concessionnels des bailleurs de fonds est conçue comme un mécanisme pour les donateurs qui cherchent à augmenter à plus grande échelle leurs contributions. Ainsi, elle ne sera disponible que pour les donateurs qui respectent l'exigence de la part de fardeau minimale de référence, c'est-à-dire la part du fardeau au titre du FAD-13 sur base équivalent don. Dans le cas où les offres de PCD ou de PR dépassent la limite d'endettement, le FAD aurait besoin de règles transparentes pour déterminer quelles offres accepter en premier, de sorte que les deux principes fondamentaux d'additionnalité et d'accès équitable soient respectés.

Pour atteindre les deux objectifs, le processus à deux phases suivant est proposé. Pour cette illustration, on a pris pour hypothèse que les souscriptions des bailleurs de fonds au titre du FAD-14 se chiffrent à 4 000 millions d'UC, et que la limite d'endettement du FAD-14 est de 500 millions d'UC avec un taux d'intérêt de 0,5 %, un différé d'amortissement de 5 ans et une échéance de 30 ans. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'élément don a également été fixé par hypothèse à 1,00 %.

Première étape : Hiérarchisation basée sur les parts de fardeau au titre du FAD-13. L'ordre de priorité des offres de prêt serait basé sur les parts de fardeau de base au titre du FAD-14, à concurrence d'un pourcentage spécifié qui est établi par hypothèse à 60 % aux fins de cet exemple. Le tableau 6 donne l'ordre de priorité à la première étape.

Tableau 6: Illustration de l'ordre de priorité à la première étape selon les parts de fardeau de base au titre du FAD-14

Tableau I : Illustration de l'ordre de priorité à la première étape selon les parts de fardeau de base au titre du FAD-14					
Limite maximale dette			500		
Portion priorisée étape 1	(60% of total)		300		
Pays	A	B	C	D	E
Offre prêt	200	150	150	100	200
Part fardeau base FAD-13	10.00%	10.00%	10.00%	10.00%	10.00%
Part fardeau base liée aux contributions en don	9.50%	5.00%	10.00%	11.00%	15.00%
Part fardeau potentielle liée à élément don offre prêt	0.84%	0.63%	0.63%	0.42%	0.84%
Part fardeau FAD-14, dont élément don offre du prêt	10.34%	5.63%	10.63%	11.42%	15.84%
	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Respect exigences de base répartition fardeau	28.5		30	33	45

Le pays A qui assumait une part du fardeau de 10,00 % au titre du FAD-13 promet de souscrire 9,5 % du niveau de reconstitution cible de 4 000 millions d'UC pour le FAD-14 et offre également un PCD de 200 millions d'UC. L'élément don potentiel de l'offre est de 33,42 UC ($200 \times 0,1686$) qui donnerait lieu à une part du fardeau de 0,84 % au titre du FAD-14, si l'offre entière était acceptée. L'équivalent don total de la part du fardeau du pays A est de 10,34 % (9,50 % + 0,84 %). Le pays A remplit donc les exigences minimales en matière de part du fardeau dans la mesure où i) il a conservé une part du fardeau de 10 % au titre du FAD-13 sur la base d'équivalent don, y compris l'offre de prêt (10,34 %), et ii) sa part du fardeau de base au titre du FAD-14 liée aux contributions sous forme de dons est supérieure à 90 % (95 %). Comme le pays A remplit les exigences minimales en matière de part du fardeau, au moins 28,5 millions d'UC ($300 \times 9,5 \%$) de son offre de prêt seraient acceptés à la première étape.

Le pays B ne remplit pas les exigences minimales en matière de part du fardeau, étant donné qu'il avait une part du fardeau de 10 % au titre du FAD-13, mais n'offre que 55,63 % cette fois-ci. Par conséquent, aucune portion de son offre de prêt ne sera acceptée à la première étape.

Les pays C, D et E remplissent les exigences concernant la part du fardeau minimale et obtiendraient 30 millions d'UC (300 x 10 %), 33 millions d'UC (300 x 11 %) et 45 millions d'UC (300 x 15 %) respectivement à la première étape.

Deuxième étape : Hiérarchisation fondée sur l'additionnalité : À la deuxième étape, la limite d'endettement résiduelle serait allouée par ordre de priorité aux donateurs dont les parts du fardeau principal au titre du FAD-14 ont enregistré les variations en pourcentage les plus élevées par rapport au FAD-13, comme le montre le tableau 7.

Tableau 7 : Illustration de l'ordre de priorité fondée sur l'additionnalité à la deuxième étape

Tableau II : Illustration de l'ordre de priorité fondée sur l'additionnalité à la deuxième étape					
Limite max, dette				500	
Portion priorisée étape 2				200	
Non utilisée étape 1				163.5	
Total dette priorisée étape 2				363.5	
Pays	A	B	C	D	E
Parts fardeau de base FAD-13	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Parts fardeau de base lié aux contributions en don FAD-14	9.50 %	5.00 %	10.00 %	11.00 %	15.00 %
Variation en % fardeau de base FAD-14 par rapport FAD-13	-5.00 %	-50.00 %	0.00 %	10.00 %	50.00 %
Respect exigences minimales réparties du fardeau	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Offre de prêt	200	150	150	100	200
Moins : offre prêt acceptée étape 1	28.5		30	33	45
Offre prêt non utilisée	171.5	150	120	67	155
Rang selon variation pourcentage part fardeau	4	na	3	2	1
Priorisation étape 2 (offres donateurs remplissant les exigences minimales acceptées à concurrence limite maximale dette)	21.5		120	67	155
Portion offre prêt non accepté	150	150	0	0	0

Si on suit l'exemple de la première étape, la limite d'endettement résiduelle est de 363,5 millions d'UC, c'est-à-dire 200 millions d'UC réservés pour la deuxième étape auxquels s'ajoute le solde non utilisé de 163,5 millions d'UC de la première étape. Les pays qui respectent les exigences de part du fardeau minimales de référence avec les offres de prêt non utilisées restantes sont classés à la deuxième étape, en fonction de la variation en pourcentage de leurs parts du fardeau principal au titre du FAD-14 par rapport au FAD-13. Le pays B n'est pas classé, parce qu'il n'a pas rempli les exigences concernant la part du fardeau de référence.

Le pays E est classé premier avec une variation en pourcentage de 50 %. Son offre restante de 155 millions d'UC est acceptée en premier. Le pays D est classé deuxième, et son offre de 120 millions d'UC est également acceptée. Le pays A, classé quatrième, obtient le solde de 21,5 millions d'UC.

Si un solde restant se dégage après la deuxième étape, il peut être alloué aux pays qui n'ont pas rempli les exigences en matière de part du fardeau minimal de référence, à la discrétion du Fonds.

Annexe 9 : Quel est l'impact du prêt-relais sur la CEA ?

Le prêt relais vise à améliorer la liquidité générale du Fonds, tout en lui permettant d'harmoniser sa CEA sur plusieurs cycles de reconstitution des ressources.

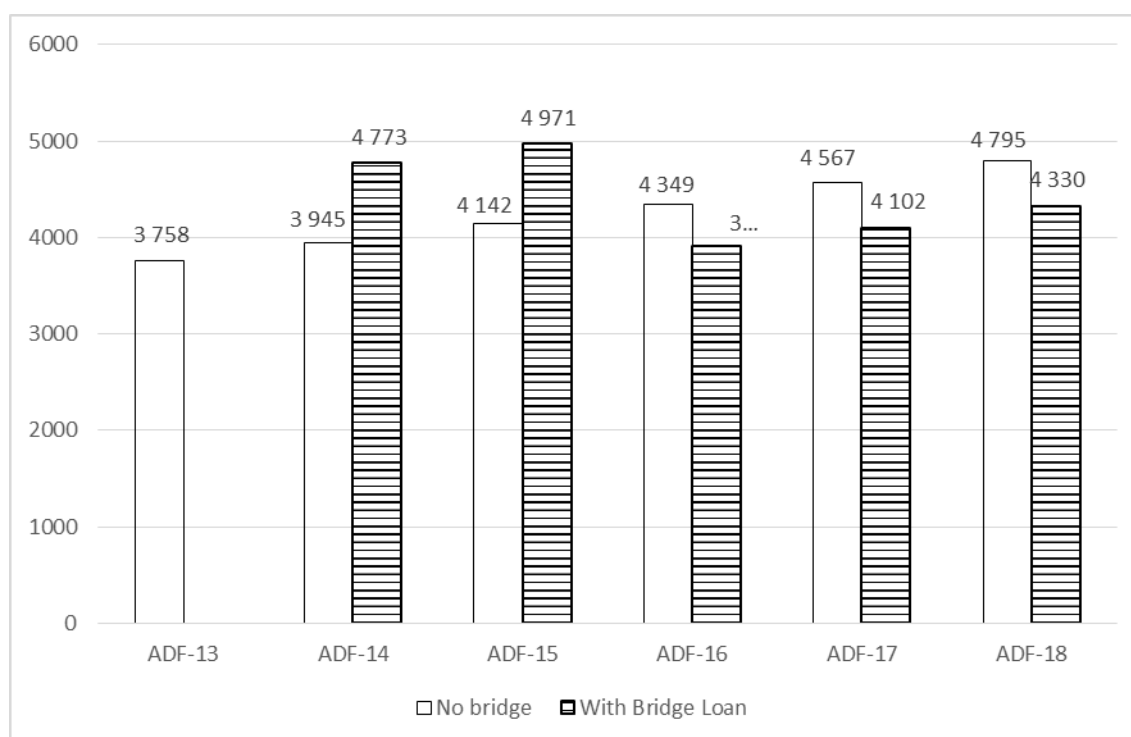
Ainsi, sur la base du niveau attendu de la CEA de 460 millions d'UC pour le FAD-14, l'impact potentiel qu'un prêt-relais de 500 millions et 1 milliard d'UC respectivement aurait sur la CEA (en prenant pour hypothèse un taux d'intérêt moyen de 0,5 % et une échéance de 20 ans avec un différé d'amortissement de 10 ans) est récapitulé de la façon suivante :

Tableau 8: Impact d'un prêt-relais sur la CEA

	FAD-14	FAD-15	FAD-16	FAD-17	FAD-18
CEA avant prêt-relais	460	460	1 732	2 271	2 271
CEA avec prêt-relais 500 m d'UC	942	939	941	2 323	2 323
Impact prêt-relais 500 m d'UC	481	479	(791)	52	52
CEA avec prêt-relais 1 000 m d'UC	1 289	1 289	1 292	1 806	1 806
Impact prêt-relais 1 000 m d'UC	828	829	(440)	(465)	(465)

Le prêt-relais aura pour effet d'augmenter l'enveloppe globale du FAD pour les deux prochains cycles de reconstitution, profitant ainsi à tous les pays FAD éligibles, pays en situation de fragilité compris, comme suit :

Graphique 8: Projection de l'enveloppe de ressources totale avec un crédit-relais de 1 milliard d'UC

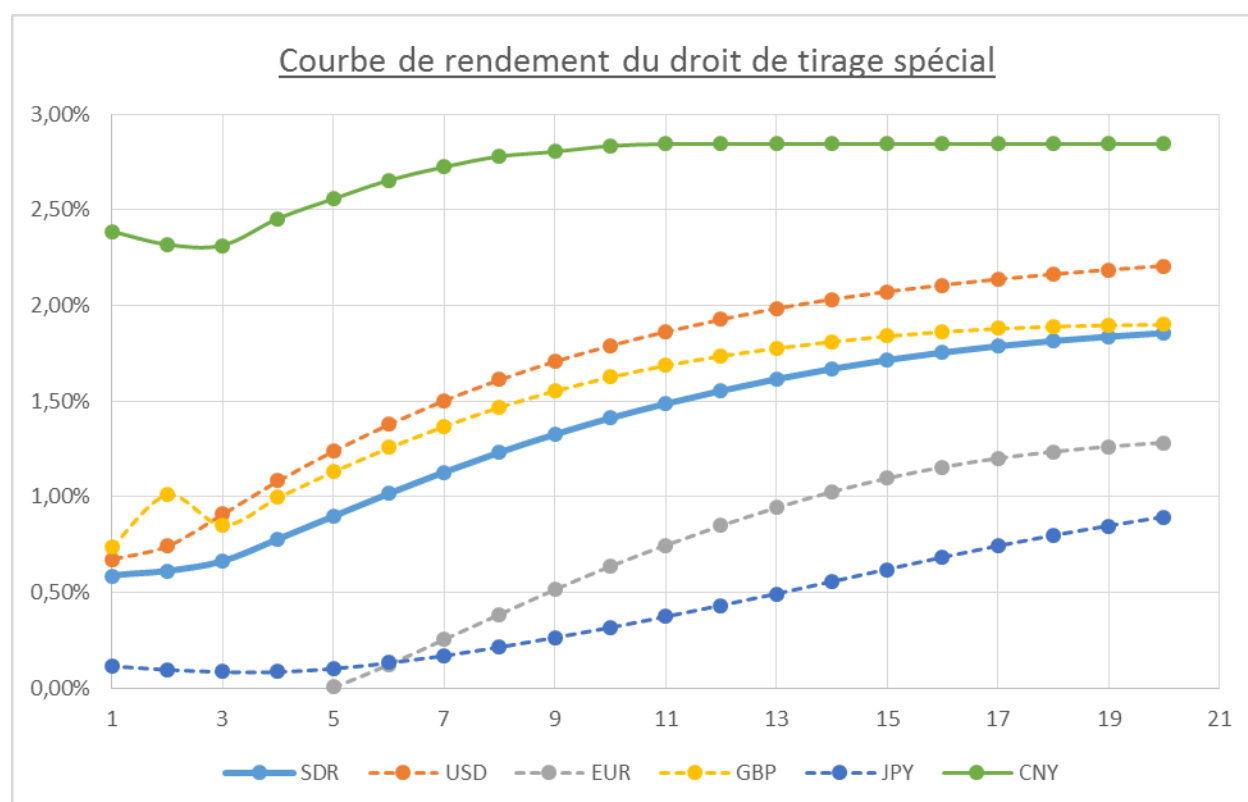


Annexe 10 : Calcul de l'élément don des prêts-relais (PR)

Pour calculer l'élément dons des PR, la méthode appliquée sera la même que celle de l'Association internationale de développement, à savoir « l'approche du revenu net réalisé ». D'après cette méthode, l'élément don correspondrait à la valeur actuelle de répartition entre le coût de PR et le rendement attendu des produits de PR, servant de référence/taux d'actualisation pour déterminer l'élément don.

Le rendement des produits du PR dépendra, bien entendu, de la monnaie dans laquelle le PR sera reçu, certaines devises telles que l'USD procurant actuellement des rendements de placement relativement supérieurs à ceux d'autres devises, telles que le JPY, dont les rendements sont moins attractifs. Étant donné qu'il ne sera pas possible de déterminer à l'avance les monnaies dans lesquelles le prêt-relais sera libellé, la Direction suggère d'utiliser la courbe de rendement du droit de tirage spécial (figure 11) pour déterminer le taux d'actualisation. Il convient de noter que le panier du droit de tirage spécial constitue une bonne approximation des devises dans lesquelles les ressources des bailleurs du Fonds sont généralement reçues, ce qui vaut également pour les devises dans lesquelles les PR seront reçus.

Graphique 9: Courbe de rendement du droit de tirage spécial (DTS)



Par conséquent, à supposer que les produits de PR soient investis dans un portefeuille à échéance moyenne de quinze ans, le tableau 9 présente le calcul de l'élément don pour un taux d'actualisation de 1,75 % et divers scénarios de taux d'intérêts pour les PR.

Tableau 9 : Élément don pour les prêts-relais

Durée	Échéance moyenne pondérée	Taux d'actualisation	Taux d'intérêt du prêt relais (coût d'emprunt)				
			0,00 %	0,25 %	0,50 %	0,75 %	1,00 %
10/20	15,25	1,75 %	22,6 %	19,7 %	16,7 %	13,8 %	10,9 %

Annexe 11 : Analyse des forces et des faiblesses des prêts-relais

1. Principaux points forts et points faibles des prêts-relais pour le FAD

Points forts

Les PR auront un impact positif sur la CEA. L'objectif des PR est d'améliorer le niveau de liquidités général du Fonds, tout en lui permettant de lisser sa CEA sur plusieurs reconstitutions. La tendance baissière dans la CEA qui a été observée sur la période du FAD-13 devrait s'aggraver au cours du FAD-14 (cf. annexe 3 sur l'évolution prévue pour la CEA) en raison de plusieurs facteurs, dont notamment un environnement de taux d'intérêt en baisse continue. Cela étant, la CEA devrait doubler à compter du FAD-16, puisque les remboursements du Fonds devraient augmenter à un rythme plus rapide que ses décaissements suite à la décision de durcir les conditions de prêt du FAD prise lors du FAD-13.

Dans ce contexte, les PR auront un impact très positif en mobilisant anticipativement les futures ressources mobilisées en interne pour les deux prochains cycles de reconstitution, à un moment où le faible niveau prévu de CEA aurait pour conséquence de limiter la capacité du Fonds à répondre aux besoins toujours plus importants de ses pays bénéficiaires. L'annexe 9 détaille l'impact attendu des prêts-relais sur la CEA.

Les PR contribueront à accroître la capacité d'engagement du FAD. Un des principaux avantages des PR est qu'ils augmenteront l'enveloppe totale de ressources du FAD grâce à un niveau supérieur de CEA, bénéficiant de fait à tous les pays éligibles au FAD, y compris ceux connaissant des situations de fragilité. Il est attendu que le produit des PR soit affecté à tous les pays éligibles au FAD par le biais du système d'ABP. Le système des feux de signalisation prévaudrait donc pour l'éligibilité des pays aux prêts et/ou aux dons, sur la base de l'analyse de soutenabilité de la dette. Il y a lieu de noter par conséquent que **les PR ne devraient pas avoir d'effet négatif sur la soutenabilité de la dette des pays éligibles au FAD.**

À supposer que le niveau de contribution des donateurs soit le même que pour le FAD-13, les ressources disponibles pouvant être affectées dans le cadre du FAD-14 devraient augmenter de 19 % grâce à l'impact positif de 0,828 milliard d'UC qu'aurait l'équivalent de 1 milliard d'UC de PR sur la CEA. Les enveloppes des ABP et des opérations régionales augmenteraient respectivement de 18 % et de 23 %. Toutefois, les ressources allouées à la FAT n'augmenteraient pas automatiquement dans la mesure où elles ont été déterminées à hauteur d'un montant fixe sanctuarisé qui, par hypothèse aux fins de comparaison, devrait rester le même qu'au cours du FAD-13 (0,7 milliard d'UC).

Les PR aideront à atténuer les contraintes de liquidités actuelles du FAD. Les PR aideront le FAD à lever les contraintes de liquidités, car ils anticiperont au cours des deux prochains cycles de reconstitution, qui devraient connaître de faibles niveaux de CEA, la mobilisation des futures ressources générées en interne. En fonction du scénario utilisé pour le volume des PR, les ressources disponibles en début de période seraient utiles pour faire face ultérieurement à des besoins en liquidités plus importants.

Un PR pourrait être consenti par tout intervenant, même un non-participant au FAD. L'article 8 de l'Accord portant création du FAD dispose que : « le Fonds peut conclure des arrangements en vue de se procurer d'autres ressources, y compris des dons et des prêts, auprès des membres, des participants, des Etats qui ne sont pas participants et de toutes entités publiques ou privées », à condition que les mêmes exigences de conformité applicables aux PR consentis par un bailleur traditionnel du FAD soient satisfaites. Aucun obstacle juridique n'empêcherait donc le FAD de contracter un PR auprès de toute tierce partie externe, sous réserve que les conditions restrictives imposées par l'article 8 de l'Accord portant sa création du FAD soient rigoureusement respectées.

Les PR sont des instruments simples à mettre en place et sans impact significatif sur le budget administratif. La CEA que le Fonds pourra tirer des PR dépassera largement les coûts administratifs. De plus, les PR n'auront pas d'implications juridiques majeures. Le Fonds devra conclure un accord écrit avec le pays (ou l'entité) établissant le PR sous une forme acceptable pour le Fonds. Les modalités seront approuvées par le Conseil d'administration du FAD, excepté si l'Etat n'est pas membre du Fonds (ni un Etat participant au Fonds ou une agence d'un Etat participant), auquel cas elles devraient être soumises à l'approbation d'au moins 85 % du total des votes des participants au Fonds (Banque et Etats participants).

2. Principaux points forts et points faibles des PR pour les donateurs du FAD

Points forts

Les PR permettent aux donateurs d'accroître leur contribution au FAD tout en préservant leur équilibre budgétaire. Compte tenu de la mise sous pression continue des budgets d'aide au développement des donateurs traditionnels, les PR seraient un outil innovant qui permettrait leur d'améliorer la liquidité générale du FAD, tout en atténuant, en temps utile, la baisse prévue de la CEA. Tout comme les PCD, le modèle des PR inclut une composante de financement de la dette, en plus de son élément-don. Dès lors, ce modèle pourrait représenter pour les donateurs un moyen plus souple d'accroître leur contribution au FAD.

Il convient de noter que les donateurs, en apportant une contribution sous forme de PR, soutiennent le FAD dans son ensemble, au-delà du FAD-14, puisque l'impact positif sur les liquidités du FAD se répercuterait sur une période plus longue.

L'élément-don des PR sera pris en compte dans la répartition des charges. Comme expliqué plus haut pour les PCD, les donateurs se verront octroyés une dans le partage des charges du FAD correspondant à l'élément-don de leur contribution. L'annexe 10 contient des informations plus détaillées sur la méthode utilisée pour calculer l'élément-don de PR.

Si une entité non participante au FAD souhaite consentir un PR, il y a lieu de noter que, d'un point de vue stratégique, les participants au FAD acceptent que le Fonds puisse obtenir des ressources autres que les souscriptions définies dans l'Accord portant sa création et qu'ils devraient en outre décider si d'autres ressources ne relevant pas de souscriptions additionnelles compteraient ou non dans la part de charge d'un État participant. Dans ce cas, la Banque les aiderait à se prononcer sur le sujet.

Points faibles

Les PR auront un impact sur le mécanisme de compensation des dons à long terme, comme pour les PCR, tout en augmentant la capacité d'engagement globale du FAD, prêts et dons confondus.

Annexe 12 : Mécanisme de rachat (MdR) – Analyse des points forts et des points faibles

1. Principaux points forts et points faibles du MdR pour le Groupe de la Banque

Points forts

Avec le MdR, les ressources du Groupe de la Banque seraient utilisées de façon optimale, ce qui permettrait de dégager davantage de moyens en faveur des PMR.

Les bénéficiaires les plus importants de ce mécanisme seront les pays FAD restants, dont les besoins sont énormes en terme de financement concessionnel. Le montant brut des ressources additionnelles pour les pays FAD restants est estimé à environ 648 millions d'UC durant le FAD-14 (cf. annexe 13).

Les pays éligibles auraient accès en outre à plus de ressources, car des dons supplémentaires seraient accordés en plus de l'équivalent de l'allocation basée sur la performance (ABP) accordée par la Banque selon ses conditions de prêt. Il ressort des simulations que toutes les ressources libérées seront allouées aux pays FAD restants à travers le système d'ABP. Cependant, une proportion des montants dégagés pourrait être affectée aux pays auxquels le MdR s'applique sous forme de dotation spéciale ou d'assistance technique en plus des dons supplémentaires, comme mesure incitative pour ces pays.

Les avantages de la diversification du portefeuille de la Banque seraient plus importants que le risque additionnel pris par celle-ci. Globalement, le MdR ne devrait pas avoir d'effet négatif sur l'exposition au risque de la Banque (cf. annexe 15).

Points faibles

Le MdR rendrait le cadre d'assistance aux pays plus complexe. Le montant des ressources concessionnelles sera calculé selon la méthode classique du FAD (ABP), mais il sera accordé par la BAD à ses propres conditions de prêt.

Le MdR entraînera une diminution de la CEA au cours du FAD-14 et aura deux effets, d'une part un effet « compensation » et, d'autre part, un effet « part des dons ». Si l'utilisation des ressources FAD est limitée à certains pays et si certains emprunteurs sont poussés vers le guichet BAD, il est à envisager que les remboursements en faveur du FAD diminuent et que la part des dons dans le FAD augmente à l'avenir. Le MdR entraînera par conséquent une diminution de la CEA en raison d'un niveau de remboursements plus faible à l'avenir. La baisse de la CEA sera plus importante si les dons accordés aux pays éligibles en guise de compensation proviennent directement du FAD. Dans ce cas, la CEA diminuera de 17 millions d'UC au cours du FAD-14 si le mécanisme est appliqué aux pays à financement mixte, aux pays en voie de reclassement et à certains pays FAD à faible risque de surendettement (annexe 14). La CEA baissera de 2 millions d'UC au cours du FAD-14 si le mécanisme n'est appliqué qu'aux pays à financement mixte et en voie de reclassement. La baisse est atténuée si la compensation FAD est alignée sur les conditions standard de prêt du FAD. Si la compensation n'est pas versée par le FAD, l'impact négatif sur la CEA au cours du FAD-14 sera plus faible.

2. Points forts et points faibles pour les donateurs du FAD

Points forts

- **Le MdR répondrait aux objectifs des donateurs visant à accroître immédiatement les ressources en faveur des priorités pour la période post-2015.**
- **Le coût du MdR serait nul pour les contributeurs au FAD sur le court terme.**

Points faibles

Le montant que les donateurs devraient fournir à l'avenir dans le cadre du mécanisme de compensation des dons connaîtrait une augmentation. Le MdR fera passer certains emprunteurs du FAD à la BAD ; les ressources ainsi libérées serviront à soutenir un plus grand nombre de pays éligibles

aux dons. Le montant des dons consentis par le Fonds serait par conséquent plus élevé. De plus, le volume de dons dans le FAD-14 augmentera si les dons mis à la disposition des pays éligibles en guise de compensation viennent du FAD. Le volume de dons étant utilisé pour calculer le régime consolidé de compensation des dons convenu depuis le FAD-9 (cf. annexe 16), plus le montant des dons est élevé, plus la compensation des contributeurs du FAD le sera également à l'avenir. Mais cela ne toutefois sera pas le cas avant un moment puisque la compensation des dons reflète le profil de remboursement des prêts approuvés pour la reconstitution. Par exemple, la compensation des dons approuvés à l'année 1 du FAD-14 (2017) devrait débuter en 2028, après que le délai de grâce du profil de remboursement du prêt applicable se soit écoulé, à supposer que les conditions de prêt standard du FAD s'appliquent. L'impact serait moindre sur le régime de compensation des dons, si la compensation n'est pas fournie par le FAD.

Annexe 13 : Mécanisme de rachat – Estimation du financement libéré pour les pays FAD restants

PMR	Allocation du FAD-14	Estimation du montant emprunté à la BAD au lieu du FAD	Montant du FAD nécessaire pour la compensation	Montant disponible pour les pays restants (uniquement éligibles au FAD)
Pays à financement mixte/en voie de reclassement	236	236	33	203
Pays à faible risque de surendettement (feu vert)	741	741	296	445
Total	977	977	329	648

(en millions d'UC)

Notes : Le volume estimé des ressources du FAD mises à disposition par ce mécanisme a été calculé en appliquant le MdR aux pays FAD les plus avancés (pays en voie de reclassement et pays à financement mixte) et aux pays FAD à faible risque de surendettement. Les pays classés comme étant fragiles seront exclus.

Si le mécanisme était appliqué aux pays FAD à faible risque de surendettement, cette catégorie de pays devrait avoir accès à un volume de fonds concessionnels à des conditions ordinaires/avancées. D'après la politique révisée en matière de crédit, cette catégorie de pays aurait accès également à des fonds non-concessionnels de la BAD à condition que l'accès au guichet souverain de la BAD soit accordé au regard d'une évaluation du risque appropriée. Pour calculer l'estimation, nous sommes partis du principe que tous les PMR à faible risque de surendettement recevraient des prêts à des conditions ordinaires.

Le calcul du total nécessaire pour la compensation est dérivé de la différence de la valeur actualisée (ou de la différence des éléments-dons) entre les prêts de la BAD et les prêts équivalents selon les conditions du FAD. Pour des raisons de cohérence, ce calcul repose sur des calculs de concessionnalité de prêts FAD effectués lors du FAD-13 conformément à la méthode de l'IDA.

Alors que les paramètres de détermination des prêts BAD sont liés directement à la courbe de rendement (courbe swap) et aux niveaux de financement de la Banque sur les marchés internationaux de capitaux (marge de financement), les calculs se fondent en l'occurrence sur des hypothèses de prêt sur vingt ans et de différé de remboursement de cinq ans. Bien qu'il n'existe pas de taux constant pour la BAD sachant que la marge de financement fluctue semestriellement et tout taux communiqué par la Banque change également tous les six mois, le niveau de taux de prêt utilisé à titre indicatif pour le calcul est actuellement de 2,85 %. Si l'on se fonde sur ces hypothèses, une dotation d'environ 14 % du prêt nominal est requise pour ramener l'élément-don à 35 % pour un prêt mixte.

Le tableau 11 montre cet écart, comme suit :

Tableau 11: MdR – niveau de compensation

	Financement mixte	Ordinaire	BAD
Élément-don	35 %	61 %	21 %
Différence	14 %	40 %	0 %

Pour chaque tranche de 10 millions d'UC accordée par la BAD et non le FAD à un pays à financement

mixte ou en voie de reclassement, 1,4 million d'UC sera requis en guise de compensation (14 %). Pour chaque tranche de 10 millions d'UC accordée par la BAD au lieu du FAD à un pays à faible risque de surendettement, 4 millions d'UC seront requis en guise de compensation (40 %).

Annexe 14 : Impact du MdR sur la CEA

Si un nombre croissant de pays n'a plus recours au FAD, cela permettra d'utiliser les ressources dégagées pour les pays restants, éligibles exclusivement au FAD. Cela signifie également moins de remboursements et une plus forte pression sur les ressources générées en interne.

La CEA étant calculée tous les trois ans, il est difficile de donner une estimation de l'impact sur le très long terme. Le tableau 12 présente toutefois des simulations au titre du FAD-14, à titre indicatif et sur la base d'une CEA de 460 millions d'UC. Trois scénarios sont présentés d'après plusieurs hypothèses de compensation du FAD. Il convient de noter que l'impact principal du dispositif proposé sur la CEA se fera sentir au bout de cinq ans (soit après le FAD-14), lorsque les remboursements de prêts consentis aux pays à financement mixte et en voie de reclassement devraient commencer.

Selon la façon dont la compensation FAD est versée, le MdR entraînera une baisse de la CEA comprise entre 17 millions d'UC et 374 millions d'UC pendant le FAD-14, si le mécanisme est appliqué aux pays à financement mixte, en voie de reclassement et à certains pays FAD à faible risque de surendettement. Il importe de savoir si la compensation est versée suivant le profil type du FAD (auquel cas le maximum n'est que de 17 millions d'UC) ou selon un profil linéaire de trois ans.

Tableau 12: Impact estimé sur la CEA pendant le FAD-14 (en millions d'UC)

	Compensation FAD	CEA du FAD-14	Impact
Sans le mécanisme	0	460	

Scénario 1 : Compensation du FAD versée selon le profil standard du FAD

Pays à financement mixte/en voie de reclassement	33	459	-2
Pays à financement mixte/en voie de reclassement et à faible risque de surendettement	296	443	-17

Scénario 2 : Compensation du FAD versée selon un profil linéaire de trois ans

Pays à financement mixte/en voie de reclassement	33	436	-25
Pays à financement mixte/en voie de reclassement et à faible risque de surendettement	296	220	-240

Scénario 3 : Compensation du FAD versée à la signature (versement unique)

Pays à financement mixte/en voie de reclassement	33	425	-36
Pays à financement mixte/en voie de reclassement et à faible risque de surendettement	296	86	-374

Annexe 15 : Quel est l'impact du MdR sur l'exposition au risque de la BAD ?

L'impact potentiel d'un MdR sur l'exposition au risque de la BAD est mitigé. Le ratio de capital ajusté au risque (CAR) de la Banque augmenterait en raison de la diversification accrue du portefeuille de la BAD. De même, le taux d'utilisation des fonds propres (RCUR) de la Banque augmenterait en même temps que l'exposition aux pays utilisant le MdR. Le profil de risque de la Banque resterait solide, si le CAR se maintenait à un niveau supérieur au seuil de 15 % et le RCUR à un niveau inférieur à 100 %. Globalement, le MdR ne devrait pas impacter négativement le risque d'exposition de la Banque et contribuerait plutôt à améliorer légèrement le CAR.

Tableau 13 : Impact du mécanisme de rachat sur les principaux ratios prudentiels

	Exposition supplémentaire pour la BAD (millions d'UC)	Impact sur le CAR	Impact sur le TUCR
Ratios prudentiels sans le mécanisme	0	17,1 %	61,2 %
Pays à financement mixte/en voie de reclassement	236	+0,06	+0,3
Pays FAD à faible risque de surendettement (à l'exclusion des États fragiles)	741	+0,19	+0,9
Total	977	+0,24	+1,2

Annexe 16 : Montants dus au cours du FAD-14 pour la compensation de dons relatifs aux dons approuvés lors des FAD-9, FAD-10 et FAD-11

Donateurs	Compensation de don (millions d'UC)		
	2017	2018	2019
ARGENTINE	-	-	-
AUTRICHE	0,24	0,30	0,46
BELGIQUE	0,26	0,33	0,47
BRESIL	0,02	0,02	0,03
CANADA	0,75	0,93	1,29
CHINE	0,27	0,34	0,49
DANEMARK	0,29	0,33	0,43
EGYPTE	-	-	-
FINLAND	0,25	0,31	0,47
FRANCE	1,43	1,80	2,58
ALLEMAGNE	1,20	1,46	2,19
INDE	0,03	0,04	0,05
ITALIE	0,68	0,84	1,21
JAPON	1,23	1,50	2,02
COREE	0,11	0,13	0,19
KOWEIT	0,03	0,03	0,05
LUXEMBOURG	-	-	-
PAYS-BAS	0,63	0,79	1,16
NORVEGE	0,59	0,73	1,05
PORTUGAL	0,10	0,12	0,18
ARABIE SAOUDITE	0,06	0,08	0,11
AFRIQUE	0,02	0,02	0,04
ESPAGNE	0,37	0,46	0,67
SUEDE	0,67	0,83	1,14
SUISSE	0,45	0,55	0,74
TURQUIE	-	-	-
ROYAUME-UNI	1,14	1,44	2,40
ETATS-UNIS	1,56	1,89	2,50
Total	12,36	15,28	21,91

Annexe 17 : Comment mettre en place le MdR ?

Avec le MdR, les PMR éligibles pourront utiliser leur marge de manœuvre BAD pour emprunter auprès de celle-ci l'équivalent de leur allocation basée sur la performance (ABP). Les ressources de dons seront alors mises à leur disposition pour compenser le différentiel d'intérêt entre les conditions de prêt FAD et BAD. Certains pays en voie de reclassement n'utiliseront plus leurs allocations FAD, ce qui permettra de libérer des ressources pour les pays FAD restants.

L'idée de départ était que les ressources du FAD compensent directement celles de la BAD. Or, toute structure sélectionnée devra se conformer aux dispositions de l'article 31 de l'Accord portant création du FAD, à savoir que : « Le Fonds est une entité juridiquement indépendante et distincte de la Banque et les avoirs du Fonds sont maintenus séparés de ceux de la Banque. Aucune disposition du présent Accord n'engage la responsabilité du Fonds à raison des actes ou obligations de la Banque ni celle de la Banque à raison des actes ou obligations du Fonds ». De fait, bien que le Fonds puisse contribuer à un MdR, sa propre responsabilité ne saurait être engagée, soit directement ou indirectement, pour une quelconque obligation envers la Banque découlant de l'établissement d'un MdR.

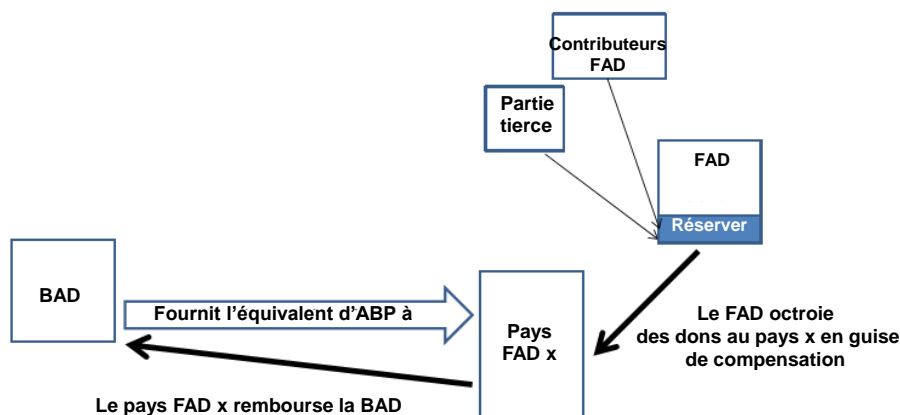
L'option la plus simple consiste par conséquent à réserver des ressources du FAD spécialement pour le mécanisme. Les pays éligibles auraient accès à plus de ressources, car les dons externes seraient consentis en sus de l'équivalent d'ABP accordée par la Banque selon ses conditions. Pour atténuer l'impact négatif sur la CEA, les dons supplémentaires devraient être alloués selon les conditions standards du FAD.

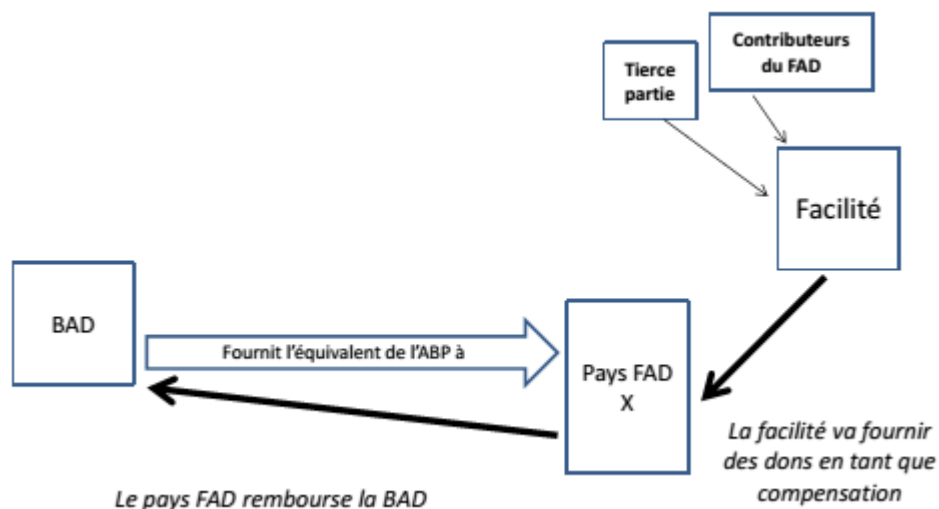
Une autre option consisterait à créer une facilité pouvant fournir des dons supplémentaires comme compensation directe aux pays éligibles, mais cela impliquerait des coûts de transaction.

Dans les deux cas, des tierces parties pourraient apporter leur contribution au mécanisme.

Dans tous les cas, la politique opérationnelle du FAD devrait être révisée pour rendre les pays en voie de reclassement éligibles aux dons.

Graphique 10 : Mise en place d'un MdR avec une compensation fournie grâce à une réserve





Mise en place progressive du mécanisme

Le cadre de transition des pays changeant de catégorie de crédit prévoit des mesures incitatives pour les pays en voie de reclassement qui préféreraient un accès plus rapide et plus conséquent aux ressources de la BAD, par rapport aux ressources du FAD. Dans ce cas, les pays peuvent commencer à absorber des ressources de la BAD selon les conditions de ce guichet plus rapidement, en renonçant aux ressources du FAD, avec un ratio de deux unités de compte BAD pour chaque unité de compte FAD à laquelle le pays concerné aura renoncé. Le renforcement du dialogue avec les PMR potentiellement éligibles pour les encourager à utiliser cette disposition permettrait, en outre, de libérer des ressources en faveur d'un plus grand nombre d'interventions dans d'autres pays bénéficiaires des ressources du FAD. Cependant, la disposition n'a pas été utilisée car la marge de manœuvre de la BAD est très grande et les candidats potentiels semblent préférer maintenir leur accès aux ressources concessionnelles. Le MdR pourrait être instauré progressivement.

Annexe 18 : Combinaisons potentielles

Innova-tions	Impact	Conditions de faisabilité
PCD + PR	<p><u>Option haute</u> : Tous les PCD, d'un montant maximum de 1,270 milliard d'UC, sont consentis à un taux de 0 % à 0,5 %.</p> <p>L'impact combiné est de 2,212 milliards d'UC : somme des allocations du FAD-14 pour les pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement (0,458 milliard d'UC) + pays FAD à feu vert (0,812 milliard d'UC) + impact cumulé des PCD et PR sur la CEA (environ 0,942 milliard d'UC).</p> <p><u>Option basse</u> : Tous les PCD, d'un montant maximum de 0,458 milliard d'UC, sont consentis à un taux d'intérêt pouvant atteindre 1 %. L'impact combiné est de 1,312 milliard d'UC : somme des allocations du FAD-14 pour les pays à financement mixte, atypiques et en voie de reclassement (0,458 milliard d'UC) + impact cumulé des PCD et PR sur la CEA (0,854 milliard d'UC).</p>	<p>Les PCD et les PR peuvent être consentis en parallèle et leurs impacts cumulés.</p> <p>L'impact des PCD est optimal si les donateurs prêtent à un taux zéro.</p> <p>De nombreuses options peuvent être envisagées entre l'option haute et l'option basse selon le taux d'intérêt proposé par les prêteurs.</p> <p>Les PCD feront partie de l'ensemble des ressources du FAD ; le montant optimal est calculé en tenant compte des pays pouvant absorber un tel financement. Si les PCD sont assortis d'un taux d'intérêt allant jusqu'à 1 %, en théorie, ils peuvent être utilisés au profit des pays qui empruntent au même taux. Si les PCD sont assortis d'un taux zéro, ils peuvent être facilement absorbés par les pays qui empruntent à ce même taux zéro.</p> <p>Pour atténuer le risque lié à la limite d'endettement, une marge de sécurité pourrait être établie.</p>
MdR + PR	<p>Le MdR est appliqué aux pays à financement mixte, en voie de reclassement et aux pays FAD à feu vert ne se trouvant pas en situation de fragilité.</p> <p>L'impact potentiel maximum est de 1,459 milliard d'UC : ressources additionnelles pour les pays FAD restants (0,648 milliard d'UC) + impact positif des PR sur la CEA (828 milliard d'UC) – impact négatif du MdR sur la CEA (environ 0,017 milliard d'UC).</p>	<p>Le MdR et les PR peuvent être consentis en parallèle et leurs impacts cumulés.</p>

PCD + MdR	<p><u>Option haute :</u></p> <p>Tous les PCD sont assortis d'un taux zéro. Ils génèrent un maximum de 1,129 milliard d'UC : les allocations du FAD-14 pour les pays atypiques et les pays FAD à feu vert (1,035 milliard d'UC) + impact positif sur la CEA (environ 0,094 milliard d'UC).</p> <p>Le MdR est appliqué aux pays à financement mixte et en voie de reclassement, et son impact potentiel maximum est de 0,201 milliard d'UC : les ressources additionnelles pour les pays FAD restants (0,203 milliard d'UC) moins l'impact (négatif) sur la CEA d'environ 0,002 milliard d'UC.</p> <p>L'impact combiné est de 1,129 (PCD) + 0,201 (MdR) = 1,330 milliard d'UC</p> <p><u>Option basse :</u> Tous les PCD sont assortis d'un taux inférieur ou égal à 1 %. Leur impact potentiel maximum est de 0,242 milliard d'UC : l'allocation FAD-14 pour les pays atypiques (0,222 milliard d'UC) + impact positif sur la CEA (environ 0,020 milliard d'UC).</p> <p>Le MdR est appliqué aux pays à financement mixte, aux pays en voie de reclassement et aux pays FAD à faible risque de surendettement ne se trouvant pas en situation de fragilité ; son impact potentiel maximum est de 0,631 milliard d'UC : les ressources additionnelles pour les pays FAD restants (0,648 milliard d'UC) moins l'impact (négatif) sur la CEA d'environ 0,017 milliard d'UC.</p> <p>L'impact combiné est de 0,242 (PCD) + 0,631 (MdR) = 0,873 milliard d'UC</p>	<p>Les deux innovations ne peuvent être combinées si tous les pays éligibles au FAD sont pris en compte simultanément pour les deux instruments. Les pays éligibles doivent être répartis entre les deux instruments.</p> <p>Dans ce cas, le plafond prudentiel des PCD est limité à l'équivalent de l'allocation du FAD disponible pour les pays atypiques. Les pays à feu vert ne pourraient être ajoutés que si les PCD sont consentis à taux zéro.</p> <p>Le MdR sera appliqué aux pays à financement mixte et aux pays en voie de reclassement. Les pays FAD à faible risque de surendettement se trouvant en situation de fragilité seront ajoutés si les PCD sont consentis à taux zéro.</p> <p>L'impact des PCD est optimal si les donateurs prêtent à taux zéro.</p>
PCD+ MdR +PR	<p>Le MdR est appliqué aux pays à financement mixte et aux pays en voie de reclassement ; son impact potentiel maximum est de 0,203 milliard d'UC (somme des ressources additionnelles pour les pays FAD restants).</p> <p>Dans ce cas, il est supposé que tous les</p>	<p>L'impact des PCD est optimal si les donateurs prêtent à taux zéro.</p> <p>D'après ces hypothèses, la combinaison des trois options ne générera pas nécessairement les ressources additionnelles les plus élevées, puisque les PCD ont un</p>

	<p>PCD sont consentis par des prêteurs à un taux zéro et que leur impact potentiel maximum est de 1,035.5 milliard d'UC (somme de l'allocation du FAD-14 pour les pays atypiques et les pays FAD à faible risque de surendettement).</p> <p>Impact cumulé des PCD et PR sur la CEA d'environ 0,942 milliard d'UC + impact négatif du MdR sur la CEA d'environ 0,002 milliard d'UC.</p> <p>L'impact combiné est le suivant :</p> <p>1,035 (PCD) + 0,203 (MdR) + 0,942 (impact cumulé des PCD et PR sur la CEA – 0,002 (impact des MdR sur la CEA = 2,177 milliards d'UC.</p>	<p>impact potentiel supérieur lorsque tous les pays FAD sont inclus dans les PCD – ce qui n'est pas le cas lorsque les pays sont répartis entre les PCD et le MdR.</p>
--	---	--

Les combinaisons entre PCD et PR auraient un impact positif sur la CEA. Si l'on se fonde sur le niveau de CEA attendu de 460 millions d'UC pour le FAD-14, l'impact potentiel sur la CEA de combinaisons de PR et de PCD se présenterait comme suit (en millions d'UC) :

PCD	PR	FAD-14	FAD-15	FAD-16	FAD-17	FAD-18	Impact net
458	500	545	545	(727)	(49)	(49)	265
1 270	500	663	662	(610)	(198)	(195)	323
458	1 000	854	853	(417)	(551)	(543)	196
1 270	1 000	942	942	(330)	(753)	(404)	397

La combinaison optimale serait un PCD de 1,270 milliard d'UC (à condition que les donateurs s'accordent sur des PCD à des taux d'intérêt allant de 0 à 0,5 %) combiné à un PR de 1 milliard d'UC (à un taux d'intérêt de 0,5 %).

Annexe 19

Résumé des trois options

	<u>PCD</u>	<u>PR</u>	<u>MdR</u>
Points forts	<p>Davantage de ressources disponibles pour tous les pays éligibles au FAD.</p> <p>Impact positif sur la CEA.</p> <p>Augmentation des contributions des donateurs tout en préservant l'équilibre budgétaire.</p>	<p>Augmentation significative immédiate de la CEA du FAD.</p> <p>Augmentation des contributions des donateurs tout en préservant l'équilibre budgétaire.</p> <p>Dispositif simple à mettre en œuvre.</p> <p>Avantageux pour les pays emprunteurs et les pays donateurs, mais aussi pour la viabilité financière du FAD.</p>	<p>Davantage de ressources concessionnelles pour les pays FAD restants.</p> <p>Davantage de ressources pour les pays éligibles qui renonceront à leurs allocations FAD.</p> <p>Pas de coût sur le court terme pour les donateurs FAD.</p> <p>Portefeuille plus diversifié.</p>
Risques	<p>Possibilité que le financement du FAD via l'emprunt génère des risques financiers.</p> <p>Risque potentiel de substitution de prêt/don.</p>	<p>Impact négatif sur la CEA à compter du FAD-16.</p>	<p>Complexification du cadre d'assistance aux pays.</p> <p>Impact négatif sur la CEA.</p> <p>Impact négatif sur le régime de compensation des dons.</p>
Mesures d'atténuation	<p>Fixation d'une limite d'emprunt prudentielle.</p> <p>Fixation d'un ratio minimum de dons par rapport aux PCD.</p>	<p>CEA à un niveau beaucoup plus élevé une fois les PR remboursés (pendant le cycle du FAD-16).</p>	<p>Impact moindre sur la CEA si les dons sont consentis selon les conditions FAD.</p> <p>Impact moindre sur le régime de compensation des dons si les dons supplémentaires sont octroyés par une tierce partie.</p>

Annexe 20

Impact comparatif des prêts concessionnels des donateurs et des prêts-relais

Le tableau 14 montre l'impact d'un PCD de 100 millions d'UC à un taux d'intérêt de 0,5 % sur une durée de 40 ans et assorti d'un différé de remboursement de dix ans, et d'un PR de 100 millions d'UC à 0,5 % sur une durée de vingt ans et assorti d'un différé de remboursement de dix ans.

Tableau 14 : Impacts comparatifs des PCD et des PR

		FAD-14	FAD-15	FAD-16	FAD-17	FAD-18	Total FAD-14 à FAD-18
CEA avant tout instrument		460	460	1.732	2.271	2.271	7.194
PCD (100 millions d'UC à 0,5 % - 10/40)	CEA avec PCD	497	500	1.487	2.379	2.384	7.247
	Impact total (prêt + CEA)	137	40	(245)	108	113	152
PR (100 millions d'UC à 0,5 % - 10/20)	CEA avec PR	561	566	1.483	2.330	2.330	7.270
	Impact total (CEA)	101	106	(249)	59	59	76